

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>59</b>	<b>16</b>

N° de la séance : 28

Objet de la délibération : Direction de l'Informatique et du Numérique - Projet Très Haut Débit - Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements (CPSD) avec l'opérateur Orange - Version 2

 Original  
Expédition certifiée conforme à l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services par intérim

Didier ROSSI

N° Enregistrement : CC.2016.053

Date de la convocation :  
**Le 05/04/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage en date du **19 AVR. 2016**

de la réception s/Préfecture en date du **28 AVR. 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services par intérim

Didier ROSSI

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 11 avril 2016**

L'an deux mil seize et le 11 avril à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Bernard DUBOIS, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER

**PROCURATIONS :**

Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick DULBECCO à Serge AMAR, Yves DAHAN à Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Michel VIANO à Michel BERTRAND, Lionel TIVOLI à Anne CHEVALIER

**ABSENTS :**

Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Claude BERENGER, Christophe ETORE, Martine SAVALLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAoui**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.



**Monsieur LEONETTI,**

Au niveau national, le Plan France Très Haut Débit (PFTHD) de 2012 fixe un objectif de couverture de 100 % de la population en Très Haut Débit (> 100Mbits) en 2022.

L'ARCEP a découpé le territoire en :

- "zones très denses (ZTD)" traitées par des opérateurs privés.
- en "zones d'intention d'investir des opérateurs (AMII)" ; également appelées "zones moyennement denses (ZMD) ». Celles-ci seront également traitées par les opérateurs privés. Pour mémoire, ces ZTD et ZMD représentent 91% de la population de notre département,
- et enfin en "zones publiques" dont le raccordement reviendra à la puissance publique, aucun opérateur ne s'y étant déclaré. C'est le SICTIAM qui a été missionné dans les Alpes-Maritimes pour réaliser le Réseau d'Initiative Publique par le Conseil Départemental.

Le schéma directeur départemental d'aménagement numérique (SDDAN06) finalisé en juin 2013 et actualisé en décembre 2014 a pour ambition d'équiper 100 % des Alpes-Maritimes à l'échéance 2021 en Fibre To The Home (FTTH) en conjuguant les initiatives privées et publiques.

L'enjeu est ainsi de placer chaque territoire à la même vitesse numérique en garantissant l'homogénéité du réseau et l'équité des administrés face à la technologie et aux services.

La CASA s'est inscrite dans ce projet majeur. Sur son territoire, les opérateurs télécoms SFR et Orange se sont positionnés sur plusieurs communes. Celles validées par le Commissaire Général à l'Investissement pour l'entreprise Orange sont Biot, Caussols, Châteauneuf de Grasse, Gourdon, Le Bar-sur-Loup, Le Rouret, Opio, Roquefort-les-Pins, Valbonne, Vallauris et Villeneuve Loubet.

Alors que la zone très dense (ZTD) relève d'un principe de liberté des déploiements, la feuille de route nationale sur le Très Haut Débit (février 2013) institue, dans les zones AMII, la mise en place de "Conventions de Programmation et de Suivi des Déploiements" (CPSD) à conclure entre les collectivités territoriales, l'Etat et les opérateurs.

Cette convention, dont un modèle type national a été publié en octobre 2013, poursuit les objectifs suivants :

- transformer les intentions de l'opérateur privé en engagements précis datés et chiffrés,
- s'assurer de la prise en compte des priorités de déploiement du territoire,
- définir les modalités de collaboration entre l'opérateur et les collectivités,
- donner une visibilité sur le déploiement via la mise à disposition d'informations de l'opérateur aux collectivités,
- définir les actions communes de communication.

Cette convention garantit la mise en place d'un cadre strict encadrant le déploiement FTTH et définissant les conditions de constat de défaillance des parties.

Elle permet à l'EPCI, via le Conseil Départemental porteur du SDDAN, et le SICTIAM qui le met en œuvre, d'accéder au financement de l'Etat au titre du PFTHD (Plan France Très Haut Débit) si l'initiative publique devait être amenée à se substituer à l'opérateur privé, en cas de défaillance de celui-ci dans ses engagements (condition sine qua non).

Il s'agit ainsi de définir dès le début du processus les priorités des territoires de l'EPCI en termes de déploiement, de mener une concertation étroite avec le ou les opérateurs concernés dans le cadre notamment des projets d'aménagements envisagés sur le territoire (ZAC, ZAE, ...).

Ainsi l'exécution de cette Convention de Programmation et Suivi des Déploiements conduira à :

- s'assurer du bon démarrage des études par l'opérateur,
- contrôler que celles-ci prennent bien en compte les nouveaux projets de développement ou d'aménagement signalés,
- former les responsables techniques des collectivités pour :
  - accompagner l'opérateur dans l'implantation des équipements techniques de façon à ce que les règlements d'urbanisme soient respectés et les permissions de voirie adaptées,
  - informer l'opérateur de tous travaux d'enfouissement, d'aménagement, afin de réserver les fourreaux nécessaires au déploiement,
  - contrôler le lancement et la progression des travaux par l'opérateur pour veiller et le cas échéant œuvrer au bon respect du planning conventionnel,
  - créer un observatoire de façon à anticiper les manquements de l'opérateur et d'agir en conséquence, de façon réactive,
- soutenir les engagements pris par les collectivités dans la CPSD que cela concerne :
  - le soutien et la coordination des « guichets de traitement des demandes » présentées par les opérateurs ;
  - la conception d'actions de communication et de sensibilisation à destination des gestionnaires d'immeubles, des bailleurs sociaux et des administrés (habitants et entreprises).

Les CPSD permettront un suivi attentif, mais aussi proactif des déploiements d'initiative privée, tant au niveau de leur programmation que de leur phase de suivi ; seule une défaillance constatée pourrait éventuellement permettre une intervention des collectivités.

Il vous est donc proposé d'approuver le modèle actualisé de 2016 de CPSD avec l'opérateur ORANGE présenté en annexe I.

En outre, l'article 11 de la présente convention prévoit la mise en place d'un comité de suivi des déploiements. Il convient ainsi de désigner un représentant de la CASA à ce comité.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 1425-1, L. 5211-17 et L. 5216-7 ;

Vu la loi n°2009-1572 du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, prévoyant la mise en place des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique ;

Vu l'arrêté du 29 avril 2013 définissant le cahier des charges de l'appel à projets "France très haut débit - Réseaux d'initiative publique" auquel devront répondre les territoires pour obtenir les aides de l'Etat et fixant notamment la condition d'éligibilité des projets tenant à leur envergure territoriale, a minima départementale ;

Vu la délibération du 27 juin 2013 prise par l'assemblée départementale approuvant le Schéma Directeur Départemental d'Aménagement Numérique des Alpes-Maritimes (SDDAN 06) ainsi que ses annexes ;

Vu la délibération du 22 novembre 2013 prise par le comité syndical du SICTIAM créant une compétence n°9 uniquement dédiée à l'aménagement numérique du territoire des Alpes Maritimes ;

Vu la délibération du 31 janvier 2014 prise par l'assemblée départementale transférant, d'une part, au SICTIAM la compétence départementale définie à l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et approuvant, d'autre part, les statuts dudit syndicat ;



Vu la délibération n°CC.2014.153 du 13 octobre 2014 prise par le Conseil Communautaire modifiant, d'une part, les compétences de la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis relatives à l'aménagement numérique du territoire, et adoptant, d'autre part, le principe d'une adhésion au Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées Alpes Méditerranée au titre de sa compétence n°9 ;

Vu la délibération n°CC.2015.003 du 16 février 2015 prise par le Conseil Communautaire validant l'adhésion au Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées Alpes Méditerranée au titre de sa compétence n°9 et actant que cette adhésion vaut transfert au SICTIAM de la compétence « Etablissement et exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques prévues au 1 de l'article L.1425-1 du CGCT ;

Vu la délibération n°CC.2015.128 du 28 septembre 2015 prise par le Conseil Communautaire validant le projet très haut débit de Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements (CPSD) avec l'opérateur Orange ;

Vu le modèle de CPSD défini au niveau national ;

Après avoir lancé un appel aux candidats, s'est présenté, Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI pour représenter la CASA au sein du comité de suivi.

Monsieur le Président demande si, conformément à la loi du 13 août 2004 (Art.142, I) relative aux libertés et aux responsabilités locales, le conseil accepte un vote à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements FTTH dans sa version actualisée 2016 avec l'opérateur ORANGE, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- de désigner Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI à représenter la CASA au sein du comité de suivi.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements FTTH dans sa version actualisée 2016 avec l'opérateur ORANGE, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- de désigner Monsieur Jean-Pierre MASCARELLI à représenter la CASA au sein du comité de suivi.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 11 avril 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

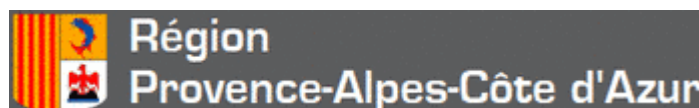
Le Président,



Jean LEONETTI

---

# Convention de programmation et de suivi des déploiements FttH



## Entre :

L'État, domicilié aux fins des présentes (2, boulevard Paul-Peytral 13006 Marseille), représenté par le Préfet de Région,

Ci-après désigné l' « *État* »

et,

La Région Provence Alpes Cote d'Azur, domiciliée aux fins des présentes en l'Hôtel de Région, 27, place Jules Guesde, 13481 Marseille Cedex 20), représentée par xxxxxxxx, dument habilité par délibération de ... en date du xx xx xxxx,

Ci-après désigné la « *Région* »

Le Département des Alpes Maritimes, domicilié aux fins des présentes (Centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P 3007, 06201 Nice Cedex 3), représenté par son Président Eric Ciotti, *lui-même représenté par .....* dument habilité par une délibération en date du xx xx xxxx,

Ci-après désigné le « *Département des Alpes Maritimes* »

La Métropole Nice Côte d'Azur, domiciliée aux fins des présentes 405 Promenade des Anglais, BP 3087, 06202 Nice Cedex 3, représentée par xxxxxxxx, dument habilité par délibération de xxxxxx du xx/xx/xxxx,

La Communauté d'agglomération de la Riviera Française, domiciliée aux fins des présentes 16 rue Villarey, 06500 Menton, représentée par son Président Patrick Cesari, *lui-même représenté par .....* dument habilité par délibération de son Conseil communautaire du xx/xx/xxxx,

La Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis, domiciliée aux fins des présentes 449 route des Crêtes, Les genêts, 06901 Sophia Antipolis cedex, représentée par son Président Jean Leonetti, *lui-même représenté par .....* dument habilité par délibération de son Conseil communautaire du xx/xx/xxxx,

La communauté d'agglomération des Pays de Lérins, domiciliée aux fins des présentes Hôtel de Ville, CS 50044, 06414 Cannes Cedex, représentée par son Président Bernard Brochand, *lui-même représenté par .....* dument habilité par délibération de son Conseil communautaire du xx/xx/xxxx,

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, domiciliée aux fins des présentes 57 Avenue Pierre Sémar, BP91015, 06131 Grasse, représentée par son Président Jérôme Viaud, *lui-même représenté par .....* dument habilité par délibération de son Conseil communautaire du xx/xx/xxxx,

**Ci-après désigné « la Collectivité »**

**et,**

**Orange, Société anonyme au capital de 10 595 541 532 Euros, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 380 129 866 et dont le siège social est situé au 78 rue Olivier de Serres, 75505 Paris cedex 15, représenté par Monsieur ..... en sa qualité de .....**

**Ci-après désigné l' « *Opérateur de Réseau Conventionné* » ou *ORC***

**D'autre part,**

**Tous ensembles désignés les « *Parties* »,**

## Table des matières

<b>Préambule</b>	<b>5</b>
<b>Article 1. Objet</b>	<b>11</b>
<b>Article 2. Définitions</b>	<b>11</b>
<b>Article 3. Engagement réciproque d'information préalable</b>	<b>11</b>
<b>Article 4. Périmètre géographique de la Convention</b>	<b>13</b>
<b>Article 5. Engagement de déploiement de l'Opérateur de réseau conventionné (ORC)</b>	<b>13</b>
<b>Article 6. Engagement de déploiement de l'ORC sur les zones prioritaires</b>	<b>16</b>
<b>Article 7. Engagement de l'ORC relatif à la programmation des déploiements</b>	<b>16</b>
<b>Article 8. Engagement de l'ORC relatif au suivi des déploiements</b>	<b>18</b>
<b>Article 9. Engagements de la Collectivité s'agissant des mesures d'accompagnement aux déploiements des réseaux FttH</b>	<b>19</b>
<b>Article 10. Réunions techniques</b>	<b>21</b>
<b>Article 11. Mise en place d'un Comité de suivi</b>	<b>22</b>
<b>Article 12. Traitement du non-respect des engagements</b>	<b>23</b>
<b>Article 13. Durée</b>	<b>24</b>
<b>Article 14. Évolution des termes de la présente Convention</b>	<b>24</b>
<b>Article 15. Résiliation de la Convention</b>	<b>24</b>
<b>Article 16. Pièces contractuelles et interprétation</b>	<b>25</b>
<b>Article 17. Confidentialité et utilisation des données</b>	<b>25</b>
<b>Article 18. Intuitu Personae</b>	<b>25</b>
<b>Annexes</b>	<b>28</b>



## Préambule

### 1.1 Sur le cadre national et européen dans lequel s'inscrit la convention

#### 1.1.1 Le Plan France Très Haut Débit

La stratégie gouvernementale pour le déploiement du très haut débit a été présentée le 20 février 2013 par le Président de la République. Cette stratégie est déclinée au sein du « Plan France Très Haut Débit » officialisé par un arrêté du Premier Ministre en date du 29 avril 2013 approuvant le nouveau cahier des charges de l'appel à projets « France très haut débit - Réseaux d'initiative publique » du Fonds pour la société numérique (FSN).

L'objectif final du Plan « France Très Haut Débit » est le déploiement de nouveaux réseaux en fibre optique de bout en bout (fibre optique jusqu'à l'abonné ou FttH pour *Fiber to the Home*) sur l'ensemble du territoire national pour doter le pays de nouvelles infrastructures numériques de pointe, en remplacement notamment des réseaux cuivre qui permettent aujourd'hui à l'ensemble des citoyens d'avoir accès à un service téléphonique. A moyen terme, le Plan France Très Haut Débit vise la résorption des zones ne bénéficiant pas d'un bon haut débit (3 à 4 Mbit/s) d'ici fin 2017 ainsi qu'une desserte prioritaire des services publics et entreprises.

Le Plan appréhende l'intégralité du territoire national, quelles que soient les zones considérées et la nature des initiatives de déploiement, publiques comme privées. Il prend pleinement en compte les déploiements et projets crédibles d'investissement des opérateurs privés tout en s'assurant qu'ils s'inscrivent effectivement dans la réalisation de l'objectif de couverture intégrale du territoire national.

En dehors des zones où des projets crédibles de déploiement du très haut débit seront conduits par l'initiative privée, le Plan France Très Haut Débit repose sur l'action coordonnée des collectivités territoriales soutenues opérationnellement et financièrement par l'Etat.

#### 1.1.2 Les dispositifs prévus par les SDTAN et les CCRANT

Le Plan France Très Haut Débit fait des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN), définis par la loi du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique, la pierre angulaire de la planification locale. Ils doivent être établis sur l'ensemble des territoires dans les meilleurs délais et être régulièrement mis à jour par les collectivités territoriales.

Conformément à l'article L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), ces schémas, qui ont une valeur indicative, contribuent à la nécessaire articulation entre les initiatives privées des opérateurs et l'intervention des collectivités territoriales.

Un deuxième outil de coordination, auquel le Plan France Très Haut Débit se réfère, sont les Commissions consultatives régionales pour l'aménagement numérique des territoires (CCRANT). Les CCRANT ont pour objet, sous l'autorité du Préfet de Région, de favoriser la qualité du dialogue entre les opérateurs privés et les collectivités territoriales, en particulier celles qui portent les SDTAN.

Pour assurer cet objectif de coordination des initiatives privées et publiques poursuivi dans le cadre des SDTAN et des CCRANT, le Plan France Très Haut Débit prévoit que les engagements des opérateurs et des collectivités territoriales soient formalisés par une convention signée entre l'Etat, les collectivités territoriales concernées et

les opérateurs investisseurs. Ainsi, les travaux de coordination opérés dans le cadre des SDTAN et des CCRANT pourront se baser sur la signature de ces conventions qui ont vocation à être généralisées sur l'ensemble du territoire.

### 1.1.3 Mise en œuvre du cadre européen

En application du cadre réglementaire européen, il convient de s'assurer de la conformité au régime des aides d'État des subventions dont bénéficieront les collectivités territoriales dans le cadre de la mise en œuvre du Plan France Très Haut Débit.

Les lignes directrices de l'Union européenne pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit (2013/C 25/01) précisent que l'intervention publique subventionnée ne doit pas perturber les investissements privés. Pour cela, la Commission européenne invite la puissance publique à vérifier, préalablement à toute subvention, si des investisseurs privés ont « des projets concrets de déploiement de leur propre infrastructure dans un avenir proche ».

La Commission précise également « *qu'un risque existe qu'une simple "manifestation d'intérêt" par un investisseur privé puisse retarder la fourniture de services à haut débit dans la zone visée si, par la suite, aucun investissement n'est réalisé alors que l'intervention publique est bloquée. L'autorité chargée de l'octroi de l'aide pourrait donc exiger, avant de différer l'intervention publique, que l'investisseur privé prenne certains engagements. Ceux-ci devraient avoir pour but de garantir que, dans les trois ans ou le délai supérieur prévu pour l'investissement bénéficiant de l'aide, des progrès significatifs soient accomplis en ce qui concerne la couverture. Il peut aussi être exigé de l'opérateur concerné qu'il conclue un contrat reprenant les engagements de déploiement. Ce contrat pourrait fixer un certain nombre d'échéances à respecter au cours de la période de trois ans [ou un délai supérieur comparable à celui de l'éventuel projet bénéficiant d'une aide publique], ainsi qu'une obligation de faire rapport sur les progrès accomplis. En cas de défaut, l'autorité chargée de l'octroi de l'aide pourrait alors mettre à exécution ses plans d'intervention publique.* »<sup>1</sup>

La présente convention s'inscrit dans ce cadre.

### 1.1.4 Evolution du cadre réglementaire des déploiements FttH

La présente Convention type, élaborée dans le cadre de la mise en œuvre du plan France Très Haut Débit, sera amenée à intégrer les éventuelles évolutions du cadre réglementaire national encadrant les déploiements des réseaux FttH.

S'agissant, en particulier, des règles relatives au traitement des « Poches de basse densité » des « Zones très denses », celles-ci ont vocation à être appréhendées par la présente Convention. Néanmoins, les perspectives d'évolution de la régulation telles qu'envisagées, à date, par l'ARCEP, ne permettent pas, à ce stade, aux opérateurs de détailler précisément leurs engagements de déploiement.

En effet, à l'occasion de la consultation publique relative au bilan et aux perspectives d'évolution des marchés du haut et du très haut débit publiée en juillet 2013, l'ARCEP a indiqué qu'elle envisageait de modifier l'annexe II de la décision n° 2009-1106 qui établit la liste des communes des zones très denses, afin que certaines communes, en particulier celles étant intégralement constituée de poches de basse densité, soient basculées en zones moins denses. Il pourrait aussi, explique l'ARCEP, être envisagé d'imposer l'application de conditions techniques et financières de l'accès similaires à celles des zones moins denses à l'ensemble des IRIS

---

<sup>1</sup> § 65 des « Lignes directrices de l'UE pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit » (2013/C 25/01)

qualifiés de basse densité, c'est-à-dire aux poches de basse densité des communes mixtes en plus des communes intégralement constituées de poches de basse densité. L'ARCEP précise qu'une telle hypothèse ne pourrait toutefois être envisagée que si elle n'entraîne pas une complexité excessive en ce qui concerne le traitement des situations existantes par les opérateurs. L'ARCEP conclut que d'autres solutions intermédiaires pourraient également être envisagées, par exemple de basculer également les communes dans lesquelles les poches de basse densité sont largement majoritaires.

S'agissant du marché spécifique des entreprises, et notamment des accès supportés par « boucle locales optiques mutualisée (BLOM) ou par des boucles locales dédiées (BLOD), il apparaît également dans le document soumis à consultation publique par l'ARCEP, que celle-ci envisage certaines évolutions.

Dès lors que le cadre réglementaire des déploiements FttH évoluerait, et que cette évolution aurait des conséquences sur les engagements et les dispositifs prévus par la présente Convention, l'Etat pourrait donc proposer de faire évoluer le présent modèle de Convention et inviter les Parties à se rapprocher, conformément aux stipulations de l'Article 14 de la présente Convention, pour définir les modalités de prises en compte de ces évolutions du cadre réglementaire.

## 1.2 Sur la complémentarité des initiatives publiques et privées

### 1.2.1 La définition du périmètre d'intervention des opérateurs et des collectivités

Compte tenu du subventionnement des projets des collectivités qu'il permet, le Plan France Très Haut Débit suppose une définition précise du périmètre d'intervention respectif de l'investissement privé et de l'investissement public dans les réseaux FttH.

Ainsi, le Plan France Très Haut Débit prévoit que les opérateurs précisent leurs engagements de déploiement dans le cadre de conventions conclues entre l'opérateur impliqué, les collectivités territoriales concernées et l'Etat. Ces engagements doivent être étayés de manière crédible et garantir une information régulière des collectivités territoriales sur l'état des études et des déploiements.

Dès lors, le Plan France Très Haut Débit prévoit que soient précisément identifiées des « zones conventionnées » dans lesquelles au moins un opérateur s'est engagé de manière crédible à déployer un réseau FttH homogène et complet à terme. Dans ces « zones conventionnées », l'Etat et les collectivités territoriales signataires ne soutiendront pas les déploiements de réseaux d'initiative publique concurrents dans la mesure où les engagements seront effectivement respectés.

Afin de pallier à d'éventuelles défaillances caractérisées d'un ou des opérateurs concernés, et dans les conditions prévues par le Plan France Très Haut Débit, les collectivités territoriales pourront envisager des "déploiements conditionnels" dans les zones conventionnées. De tels projets de déploiements conditionnels pourront, le cas échéant, faire l'objet du soutien financier de l'Etat conformément aux dispositions du cahier des charges France Très Haut Débit, et notamment son point 2.2.

### 1.2.2 Complémentarité des initiatives publiques et privées

La Convention de programmation et de suivi des déploiements est un outil de coopération entre les collectivités territoriales et les opérateurs déployant, sur fonds propres, des réseaux FttH. Elle vise à ce que leurs initiatives soient complémentaires.

Au regard, d'une part, des engagements crédibles de déploiement pris initialement par l'opérateur signataire, et d'autre part, du respect de leur mise en œuvre, les collectivités territoriales, parties à la Convention, ne



conduiront pas de projet de réseaux d'initiative publique en concurrence avec les déploiements FttH de l'Opérateur. L'Opérateur contribuera à la réalisation par les collectivités territoriales de leurs SDTAN qui envisagent, notamment, les réseaux d'initiative publique complémentaires aux déploiements réalisés par les opérateurs privés sur leurs ressources propres.

Etant rappelé que les collectivités territoriales conservent les compétences qui leur sont attribuées par l'article L. 1425-1 du CGCT, cet engagement demeure conditionné :

- au respect des engagements pris par l'opérateur signataire, ceux-ci faisant l'objet d'un mécanisme de suivi dans le cadre de la présente Convention ;
- à l'objet et la nature des déploiements de l'opérateur. En particulier, les collectivités territoriales signataires ne s'interdisent pas de réaliser ou soutenir, dans le respect du cadre réglementaire national et européen, des réseaux d'initiative publique ne consistant pas dans le déploiement de réseaux de boucle locale optique capillaire (notamment raccordements FttO, réseaux de collecte).

### 1.3 Sur la stratégie de la Collectivité en matière d'aménagement numérique de son territoire

Les Alpes-Maritimes comptent, au niveau national, au nombre des sept départements les plus concernés par les intentions de déploiement d'initiative privée annoncées par les opérateurs. Ces intentions conduisent en effet à l'objectif d'ici 2020 d'un raccordement à la fibre optique de 91 % de la population départementale.

Cet objectif remarquable ne doit pas occulter les contrastes révélés par la situation actuelle – paradoxale et spécifique – des Alpes-Maritimes, département composé de deux territoires aux caractéristiques opposées, où les données globales réseaux masquent souvent les réalités locales. Le Schéma directeur départemental d'aménagement numérique des Alpes-Maritimes (SDDAN 06), adopté à l'unanimité par le Conseil départemental le 27 juin 2013, dresse le constat de ces disparités qui concernent tout autant les territoires urbains que ruraux :

- si plus de 99 % des lignes sont éligibles à l'ADSL, seules 92 % reçoivent des débits de 2 Mbit/s, 73 % sont éligibles au triple play et 57 % des lignes disposent de la télévision haute définition ;
- quant aux conditions de desserte en Très Haut Débit des entreprises, les taux d'éligibilité cachent en volume des écarts importants, potentiellement pénalisant entre territoires, en termes de services comme de tarifs ; une franche séparation existe ainsi entre les conditions de disponibilité des offres sur le littoral et sur les moyen et haut pays.

A la discrimination technologique s'ajoute ainsi la menace, amplifiée dans un contexte de crise, d'une discrimination économique vecteur de handicap pour le développement de territoires qui évolueraient à des vitesses numériques différentes.

Ce constat est au cœur de la politique départementale d'aménagement numérique des Alpes-Maritimes qui place le numérique au cœur de l'intervention publique en conjuguant des objectifs de compétitivité, d'attractivité et de solidarité territoriales : plus la société sera numérique, plus le réseau numérique sera stratégique et d'intérêt général, pour les populations, les entreprises et les administrations.

Il s'agit ainsi, dans le cadre d'intervention que présente ce Préambule, de rendre les actions publiques et privées les plus complémentaires et harmonisées, ambitieuses, effectives et lisibles dans leur mise en œuvre. Cela requiert la conjugaison de deux leviers d'action a priori en opposition, obéissant à des calendriers contradictoires : une stratégie commerciale de retour sur investissement face à une stratégie territoriale pérenne sur le long terme, construite dans un objectif d'intérêt général partagé par le plus grand nombre.

Cet objectif stratégique fondamental possède dans les Alpes-Maritimes, pour être pleinement satisfait, de nombreux atouts identifiés par le SDDAN 06 :

- une pénétration de l'investissement privé annoncé ambitieuse et relevée, à la mesure de la densité de population de la bande littorale autant que du haut niveau de la filière numérique azurée, moteur économique, vecteur d'innovation et d'excellence ;
- une répartition des périmètres d'intervention privée et publique bien identifiée, non éclatée territorialement puisque construite en deux ensembles très homogènes, distinguant bande littorale et haut-pays ; cette répartition territoriale en continuité trouve un soutien institutionnel favorable avec la construction d'une gouvernance départementale resserrée, limitée, autour du Conseil départemental, à 5 intercommunalités concernées par la zone conventionnée ;
- le Syndicat Intercommunal des Collectivités Territoriales Informatisées Alpes Méditerranée (SICTIAM), maître d'ouvrage du futur réseau Très Haut Débit public ; compétent à l'échelle départementale, il a vocation à fédérer les sept EPCI des Alpes-Maritimes dans un esprit de mutualisation comme de coordination étroite et organisée avec l'ensemble des acteurs concernés ;
- le volontarisme, enfin, de la politique départementale d'aménagement numérique définie en concertation avec les EPCI qui fixe l'objectif sur la zone d'intervention publique d'un raccordement fibre à l'abonné sur une période de 5 ans au plus proche des 100 % des besoins recensés.

Une véritable coordination est à construire à cette fin, tant entre les territoires qu'entre ceux-ci et les opérateurs, au bénéfice du raccordement en fibre optique des sites prioritaires, services publics et entreprises, comme des populations.

Cela doit faire l'objet, sur la zone conventionnée, d'une surveillance attentive, vigilante mais aussi pro-active des déploiements d'initiative privée, tant au niveau de leur phase de programmation que de leur phase de suivi.

## 1.4 Sur le projet et les objectifs de l'Opérateur signataire pour le Territoire de la Collectivité

L'objectif confirmé d'Orange dès 2015 est d'avoir engagé le déploiement dans 220 agglomérations, représentant 3 600 communes soit près de 60 % des logements français.

Orange réaffirme et accentue à travers cette présente Convention ses intentions d'investissement pour le déploiement du réseau FttH (Fiber to the Home) du futur, facteur de compétitivité et de croissance pour le pays et dont elle a fait l'un des axes mobilisateurs de son projet d'entreprise, Essentiels2020.

Pour l'ensemble de ses déploiements FttH, Orange est convaincu de la nécessité d'une coopération étroite entre l'opérateur déployant ce réseau très haut débit et les acteurs publics, au premier rang desquels les collectivités territoriales et notamment les signataires de la présente Convention, afin de faciliter le déploiement de son propre réseau sur le territoire des collectivités territoriales concernées.

Seule une telle approche en concertation étroite entre les collectivités et l'Opérateur de réseau permettra de mener à bien un programme de cette ampleur et de cette durée.

Orange a répondu à l'Appel à Manifestation d'Intention d'Investissement (AMII) du Commissariat Général à l'Investissement (CGI) en qualité d'opérateur de communications électroniques au sens de l'article L 32-1 du code des postes et communications électroniques et en particulier sur le territoire de la Collectivité.

Le 15 novembre 2011, Orange et SFR signait un accord portant sur les 11 millions de logements couverts par l'un ou l'autre des deux opérateurs en dehors des zones très denses.

Fin juillet 2015, Orange a pris note que NC-SFR a renoncé à déployer en fibre jusqu'au logement certaines communes que SFR s'était engagé à déployer. Ainsi, l'interdiction de déployer par Orange a été levée sur 208 communes dont Grasse pour le Département des Alpes Maritimes.

Dans son souhait de doter les territoires de la meilleure technologie, Orange a décidé de déployer le 100% fibre sur ces communes, à 100%.

Orange a proposé toutes les modalités d'accès prévues par la réglementation en zone moins dense, notamment des offres de cofinancement en publiant, dès début juillet 2011, son offre d'accès en dehors de la Zone Très Dense à la partie terminale des lignes de communications électroniques à Très Haut Débit en fibre optique.

Orange a par ailleurs pris acte de la modification de la liste des communes de Zone très dense. Ainsi, les communes de Beaulieu-sur-Mer, Cagnes-sur-Mer, Saint-Laurent-du-Var, Mandelieu-la-Napoule ne font plus partie de la Zone très dense.

## 1.5 Sur les conclusions de la concertation réalisée en amont de la signature de la Convention

En amont de la signature de la présente Convention, une concertation a été conduite par les parties signataires, associant l'ensemble des collectivités sur les territoires desquels s'inscrit le projet de déploiement de l'opérateur.

Cette concertation a notamment pour objectif de définir, compte tenu des critères et de la logique de déploiement inhérents à l'Opérateur, une hiérarchisation des déploiements dans certaines zones ne bénéficiant pas, à ce jour, d'un accès à un bon haut débit selon les critères retenus par le Plan France Très Haut Débit, pouvant entraîner, le cas échéant, des délais supplémentaires pour les communes ou zones infra-communales bénéficiant déjà d'un bon haut débit.

La Collectivité indique en Annexe 5 la liste des communes ou zones infra-communales pour lesquelles elle souhaite qu'une hiérarchisation des déploiements soit effectuée.

## 1.6 Sur le caractère non discriminatoire de la Convention

La Collectivité signera, dans les mêmes conditions, une convention avec chacun des opérateurs disposés à prendre les mêmes engagements sur des zones géographiques qu'ils arrêteront, c'est-à-dire déployer sur fonds propres un réseau de boucle locale optique neutre et ouvert.

**Ceci étant exposé, les Parties ont convenu et arrêté ce qui suit :**



## Article 1. **Objet**

La Convention a pour objet :

- de confirmer et préciser les engagements de l'Opérateur de Réseau Conventionné (ORC) en matière de déploiements FttH via ses investissements sur fonds propres sur le territoire de la Collectivité ;
- de préciser les engagements de l'ORC sur les zones, qui après concertation des Parties, ont été identifiées comme devant faire l'objet d'un déploiement prioritaire du réseau FttH ;
- de préciser les dispositions prises par la Collectivité pour accompagner et faciliter le déploiement du FttH de l'ORC ;
- d'organiser le suivi des obligations réciproques des Parties pour les opérations de déploiements FttH réalisés par l'ORC afin de s'assurer notamment de leur réalisation dans les conditions et délais faisant l'objet de la présente Convention ;
- de définir les modalités de traitement d'écarts significatifs éventuellement constatés par rapport aux engagements de l'une des Parties ;
- de formaliser le constat que les engagements de déploiements pris par l'ORC aux termes de la présente Convention contribuent, dans leurs modalités et leurs calendriers, aux objectifs de la politique d'aménagement numérique définis par la Collectivité.

Dans les limites de la distinction introduite par l'Article 4 entre certaines communes, la présente Convention a vocation à s'appliquer à la totalité de la « Zone conventionnée », définie comme l'ensemble des communes listées au sein de l'Annexe 2.

## Article 2. **Définitions**

Les définitions retenues dans le cadre de la présente Convention sont détaillées dans son Annexe 1.

## Article 3. **Engagement réciproque d'information préalable**

Dans les 3 mois à compter de la signature de la Convention, la Collectivité et l'ORC s'engagent à s'informer mutuellement sur leurs organisations et processus internes dans la perspective du déploiement des réseaux FttH.

S'agissant de l'ORC, celui-ci :

- met à la disposition de la Collectivité un document décrivant les méthodes et « pratiques métiers » qu'il met en œuvre dans le cadre de son déploiement : choix d'architecture et d'ingénierie, étapes de déploiement, organisation interne etc.

Ce document est librement communicable par la Collectivité, notamment auprès des différentes communes, et auprès de l'ensemble des acteurs locaux.

- fait connaître la composition de l'équipe dédiée de l'Opérateur et désigne le ou les référents qui seront les interlocuteurs privilégiés de la Collectivité.

S'agissant de la Collectivité, celle-ci :

- informe l'ORC de la « vision prospective » qu'elle peut avoir de son territoire à l'horizon de l'achèvement du déploiement du réseau FttH. En pratique, l'ORC doit ainsi avoir connaissance des dynamiques territoriales à l'œuvre et/ou que la Collectivité entend favoriser (projets d'urbanisme majeurs, dynamiques migratoires observables ou anticipées, projets d'infrastructures, notamment de transports etc.) ;
- fait connaître à l'ORC son organisation interne s'agissant plus particulièrement des domaines de compétences en lien avec le déploiement de nouveaux réseaux FttH :
  - o l'aménagement numérique du territoire, si un service en charge de cette question a été mis en place ;
  - o l'urbanisme réglementaire (élaboration ou mise à jour du PLU notamment) ;
  - o l'instruction du droit des sols ;
  - o lorsqu'ils existent, les plans des infrastructures du domaine public susceptibles d'être utilisés pour le déploiement du réseau tels que notamment, le génie civil et les poteaux ;
  - o la gestion de la voirie (définition et application d'un règlement de voirie) ;
  - o l'instruction des demandes d'occupation du domaine public, et notamment des demandes de permission de voirie et les autres contraintes pouvant conduire à refuser l'implantation d'équipements et de communication électronique sur le domaine public.

Si la Collectivité n'exerce pas certaines des compétences ainsi listées, celles-ci appartenant aux communes, la Collectivité précise à l'ORC, dans les mêmes formes, comment s'organisent, pour chacun de ces domaines, les communes composant son Territoire.

- désigne un ou plusieurs référents, interlocuteurs privilégiés de l'ORC.

Chaque Partie informe l'autre des évolutions majeures sur ces différents points pendant la durée d'exécution de la Convention.

Les Parties conviennent d'organiser conjointement, à l'issue de ces échanges mutuels d'informations, une ou plusieurs réunions d'information à l'attention des communes de la Collectivité. Ces réunions permettront aux Parties de présenter les engagements mutuels qu'elles prennent au terme de la présente Convention.

## Article 4. Périmètre géographique de la Convention

La Convention porte sur les communes listées en Annexe 2. Celles-ci constituent la « Zone conventionnée ».

Au sein de la Zone conventionnée, deux types de communes peuvent être distingués :

- les communes de la Zone très dense : ces communes sont listées au sein de l'annexe de la décision n°2013-1475 de l'ARCEP en date du 10 décembre 2013 (Publication 27 janvier 2014) modifiant la liste des communes des zones très denses définies par la décision n° 2009-1106 en date du 22 décembre 2009;
- les communes n'appartenant pas à la Zone très dense, dénommées dans la présente Convention « communes moins denses AMII ».

L'Annexe 2, de la présente Convention, précise l'appartenance des communes de la Zone conventionnée à chacune de ces deux catégories.

## Article 5. Engagement de déploiement de l'Opérateur de réseau conventionné (ORC)

### 5.1 Périmètre géographique

L'engagement de l'ORC stipulé dans le présent article porte sur les « communes moins denses AMII » telles que définies à l'Article 4.

### 5.2 Matérialité de l'engagement de déploiement

L'engagement que prend l'ORC aux termes de la Convention consiste, dans le respect du droit des tiers, à déployer un réseau suffisamment proche lui permettant de rendre Raccordables les locaux (installation du PBO) dans un délai inférieur à six mois à compter de la signature de la convention l'autorisant à déployer le réseau FttH dans les parties privatives pour un immeuble à usage collectif, ou dans les mêmes délais à compter de la demande d'un Opérateur de services pour une zone pavillonnaire, lui permettant de déployer le réseau FttH sur la propriété privée.

#### 5.2.1 Engagement général : déployer un réseau FttH vers l'ensemble des logements et des locaux à usage professionnel

L'ORC s'engage à déployer, sur ressources propres, un réseau FttH, dans le respect de la réglementation et dans le respect du droit des tiers. L'ORC déploie son réseau en opérant ses propres choix concernant, notamment, les tracés de cheminement de ses câbles, et des infrastructures d'accueil de ceux-ci.

D'ici le 31 décembre 2020, l'ORC s'engage à avoir établi l'ensemble des points de mutualisation permettant le raccordement de l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel (ci-après dénommés « locaux »).



Aux termes de la réglementation<sup>2</sup> et sous le contrôle de l'ARCEP, l'ORC doit ainsi déployer, dans un délai raisonnable à compter de la pose du point de mutualisation, « *un réseau horizontal permettant de raccorder l'ensemble des logements ou locaux à usage professionnel de la zone arrière à proximité immédiate de ces logements* ».

Le déploiement de l'ORC doit permettre progressivement de rendre « Raccordable » l'ensemble des locaux, sous réserve de difficultés exceptionnelles précisées au 5.2.4. Conformément à la réglementation de l'ARCEP, un local est considéré comme « Raccordable » au sens de la présente Convention dès lors qu'un Point de Branchement Optique (PBO), situé à proximité immédiate du local, a été installé. Ainsi, le local est Raccordable dès lors qu'il ne reste plus qu'à déployer un câble de fibre permettant de relier le PBO jusqu'à une prise située à l'intérieur de celui-ci (Prise Terminale Optique ou PTO).

### 5.2.2 Prise en compte le respect du droit des tiers

Dans certaines situations, un local ne pourra être rendu Raccordable que dans la mesure où le réseau FttH déployé par l'ORC aura été établi sur la propriété privée (y compris de personnes publiques). Ce peut être le cas pour des logements collectifs mais également pour l'habitat individuel (pavillon).

Ainsi la pose du PBO dans des conditions techniques raisonnables pourra être conditionnée par l'obtention de l'accord d'une ou plusieurs personnes privées ou publiques pour faire cheminer son réseau jusqu'à l'immeuble collectif ou l'habitat individuel (pavillon). Ce sera, par exemple, le cas lorsque les câbles de desserte cheminent en façade d'un ou plusieurs bâtiments, ou encore, lorsque le PBO doit être installé sur une façade ou accueilli sur un poteau établi sur la propriété privée ou publique.

S'agissant plus spécifiquement des immeubles collectifs pour lesquels les PBO se situent généralement à l'intérieur de la propriété (généralement dans les parties communes) : L'ORC ne pourra rendre Raccordables les locaux concernés sans l'autorisation du ou des propriétaires, ou des syndicats des copropriétaires, stipulée dans une convention envisageant les modalités et conditions de déploiement du réseau au sein de l'immeuble. L'article L.33-6 du Code des postes et des communications électroniques (CPCE) encadre les termes de ces conventions.

Dans ces hypothèses, l'engagement de l'ORC de rendre Raccordables l'ensemble des locaux ne peut dès lors être stipulé que sous réserve que des conventions, ou des accords avec des particuliers ou des personnes publiques, lui permettant de déployer le réseau FttH sur le domaine privé ou public, ont été préalablement conclus.

Dès lors, pour ces situations, l'engagement que prend l'ORC aux termes de la Convention consiste à déployer un réseau suffisamment proche lui permettant de rendre Raccordables les locaux (installation du PBO) dans un délai maximal de six mois à compter de l'obtention des conventions et/ou des accords nécessaires.

Dans une telle hypothèse le local est qualifié de « Raccordable dès autorisation ».

### 5.2.3 Achèvement du déploiement en fonction de la souscription effective de services

Dans certaines situations, l'achèvement du déploiement devant être réalisé pour rendre Raccordables certains locaux peut être particulièrement complexe et/ou coûteux. Dans ces situations spécifiques, il importe donc

---

<sup>2</sup> Décision n° 2010-1312 en date du 14 décembre 2010 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses

pour l'ORC de s'assurer que l'investissement engagé réponde à une demande effective de services FttH relayée par un Opérateur de service.

L'ORC déploie un réseau lui permettant de rendre Raccordables (installation du PBO) ces locaux dans un délai maximal de six mois à compter de toute commande de raccordement final (PBO-PTO) d'un Opérateur de service FttH. Les conditions techniques et tarifaires de ces raccordements finaux sont établies et mises en œuvre conformément à la réglementation en vigueur.

Ces locaux sont considérés comme « Raccordables sur demande ».

La Collectivité, et au travers elle, les occupants ou propriétaires concernés, peuvent avoir connaissance du caractère « Raccordable sur demande » de ces locaux, notamment au travers de l'exploitation des informations communiquées par l'ORC en application de l'Article 8.

#### 5.2.4 Réserves liées à des difficultés exceptionnelles

L'engagement de déploiement de l'ORC comprend certaines réserves liées aux difficultés exceptionnelles qui peuvent être rencontrées lors du déploiement de son réseau. Il est retenu que constitueront notamment des difficultés exceptionnelles :

- Les refus ou retards, difficilement prévisibles, dans l'obtention d'un droit de passage ou de délivrance d'une permission de voirie nécessaires au déploiement ;
- le non-respect ou le retard dans la mise en œuvre des engagements pris par la Collectivité au terme de l'Article 9 de la présente Convention ;
- les difficultés exceptionnelles de raccordement de certains locaux présentant des caractéristiques particulières entraînant des surcoûts moyens très importants. Il appartiendra à l'opérateur d'apporter les éléments permettant de démontrer le caractère exceptionnel d'une telle situation.

Lorsque l'une des Parties est confrontée à ces difficultés, elle s'engage à en alerter sans délais l'autre Partie selon les modalités prévues à l'Article 10. Les Parties conviennent de se rapprocher afin de déterminer ensemble une solution raisonnable permettant de régler les difficultés rencontrées. En l'absence de solution trouvée par les parties, celles-ci peuvent saisir le Comité de suivi prévu à l'Article 11.

#### 5.2.5 Volumes annuels et délai d'achèvement du déploiement

Compte-tenu des aménagements et réserves décrits précédemment, sur les communes moins denses AMII de la Zone conventionnée, l'ORC :

- s'engage à ce que la totalité des locaux soient « Programmés » avant le 31 décembre 2020, c'est-à-dire qu'ils dépendent de points de mutualisation (PM) établis ;
- s'engage à ce que la totalité des locaux soient rendus « Raccordables sur demande » avant le 31 décembre 2020, exception faite des hypothèses où l'ORC se voit refuser l'accès à la propriété privée pour lesquels les locaux sont « raccordables dès autorisation » ;
- indique en Annexe 3, à la maille de la Zone conventionnée, les volumes annuels minimaux indicatifs de locaux (i) « Programmés » et (ii) « Raccordables sur demande » ;

### 5.2.6 Accès par l'ensemble des Opérateurs de services au réseau déployé par l'ORC

L'ORC procède au déploiement d'infrastructures et réseaux de communications électroniques passifs, neutres, accessibles et ouverts.

Le réseau FttH ainsi déployé en propre par l'ORC est accessible à l'ensemble des Opérateurs de services dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, de l'ensemble des décisions et recommandations prises par l'ARCEP, et dans des conditions opérationnelles et tarifaires non discriminatoires.

## Article 6. Engagement de déploiement de l'ORC sur les zones prioritaires

L'engagement stipulé au présent article se limite uniquement à des zones identifiées au sein des « communes moins denses AMII » telles que définies à l'Article 4.

Dans le cadre des échanges précédant la signature de la présente Convention, la Collectivité et l'ORC ont conduit une concertation visant à établir en commun une liste des zones nécessitant un déploiement prioritaire du réseau FttH au regard, principalement, de la faiblesse des débits proposés localement aux particuliers et aux entreprises. Une cartographie rapportant les niveaux de débits ainsi que les services disponibles sur le territoire figure en Annexe 4.

S'agissant de ces zones, l'ORC s'engage à déployer son réseau FttH, dans les conditions précisées à l'Article 5, dans un calendrier défini par les Parties. Ce calendrier précise en particulier la date d'achèvement du déploiement.

Les zones prioritaires et la ou les dates d'achèvement du déploiement sont précisées en Annexe 5.

## Article 7. Engagement de l'ORC relatif à la programmation des déploiements

### 7.1 Périmètre géographique de l'engagement

L'ORC s'engage à mettre en œuvre une programmation concertée de ses déploiements avec la Collectivité. L'engagement stipulé au présent article se limite aux « communes moins denses AMII » telles que définies à l'Article 4.

### 7.2 Méthodologie mise en œuvre dans le cadre de la programmation concertée des déploiements

Le déploiement du réseau FttH de l'ORC est réalisé à la maille d'un « Lot de déploiement ». Le Lot étant un ensemble cohérent de zones arrière de PM, déployées sur une ou plusieurs communes. Le Lot constitue la maille à partir de laquelle l'ORC va conduire une « programmation concertée des déploiements ».

Pour mettre en œuvre cette programmation concertée, l'ORC propose une « Méthodologie » qui peut être définie comme l'ensemble des étapes et interactions avec la Collectivité mises en œuvre en amont du déploiement d'un Lot.

Ainsi, à la maille de chaque Lot de déploiement, l'ORC s'engage à systématiquement mettre en œuvre cette Méthodologie qui permet :

- d'engager une concertation entre les Parties sur la définition des Lots sur lesquels le déploiement sera engagé à moyen terme ;
- de préciser les calendriers de mise en œuvre associés au déploiement sur ces Lots ;
- de mettre en œuvre l'ensemble des interactions (échanges d'information, réunions) devant intervenir entre la Collectivité et l'opérateur en amont du processus de déploiement.

La Méthodologie propre à l'ORC est précisément décrite en Annexe 6 de la présente Convention. L'ORC peut faire évoluer cette Méthodologie selon les conditions prévues par l'Article 14. La Méthodologie de l'ORC respecte *a minima* le schéma décrit ci-après :

- Au moins 9 mois avant le début de déploiement d'un Lot :

L'ORC donne à la Collectivité et aux communes concernées un premier niveau d'information sur le ou les Lots pour lesquels il envisage un début de déploiement à 9 mois. Le Comité de suivi, prévu par l'Article 11, reçoit la même information à l'occasion de chacune de ses réunions.

A l'initiative de la Collectivité, l'ORC présente au Guichet prévu par l'Article 9, ainsi qu'aux représentants des communes concernées par le déploiement, les caractéristiques du ou des Lots (zones de couverture).

L'ORC participe, en tant que de besoin, à une réunion d'information et de concertation rassemblant la Collectivité et la ou les communes concernées par la mise en œuvre du ou des Lots de déploiements. Cette réunion permet notamment de discuter d'éventuelles adaptations ou modifications du ou des Lots de déploiement tout en respectant les contraintes propres de l'ORC.

Parallèlement, et conformément aux stipulations de l'Article 9, la Collectivité communique à l'ORC l'ensemble des éléments devant être utilement pris en compte par celui-ci dans le cadre de l'élaboration de son plan de déploiement afin de permettre un dimensionnement adéquat de son réseau.

- Au moins 6 mois avant le début de déploiement d'un Lot :

L'ORC conduit les études préalables au déploiement et communique, à la Collectivité ainsi qu'aux communes concernées, son projet de plan de déploiement. L'ORC communique notamment les lieux d'implantation envisagés pour les points de mutualisation (PM) ainsi que leurs zones arrière, ainsi que le calendrier prévisionnel de ce Lot.

Des discussions sont engagées entre l'ORC, la Collectivité et les communes concernées pour, le cas échéant, modifier les lieux d'implantation des PM et leurs zones arrière.

Enfin, avant de procéder à la consultation sur le Lot de déploiement prévue par l'ARCEP<sup>3</sup>, l'ORC transmet à la Collectivité et à la ou aux communes concernées, son projet définitif de Lot. Ces mêmes informations sont communiquées aux membres du Comité de Suivi à l'occasion de chacune de ses réunions.

---

<sup>3</sup> Au terme de la décision n° 2010-1312 en date du 14 décembre 2010, l'opérateur de réseau transmet aux opérateurs tiers le découpage des zones arrières des points de mutualisation, ainsi qu'à la collectivité territoriale ou au groupement de collectivités territoriales portant un schéma directeur territorial

A l'issue de ces différents échanges :

L'ORC :

- procède à la consultation officielle sur le Lot de déploiement prévue par l'ARCEP, à l'issue de celle-ci le plan de déploiement du Lot devient définitif ;
- s'il n'y a pas déjà procédé, sollicite les différents propriétaires ou gestionnaires d'immeubles aux fins d'obtention des accords (conventions immeubles, autorisations de passage ou d'occupation) sur le ou les Lots concernés ;
- s'il n'y a pas déjà procédé, adresse les demandes de permissions de voirie auprès des personnes publiques concernées.

Les caractéristiques des différentes informations communiquées par l'ORC dans le cadre de la programmation des déploiements sont décrites en Annexe 7.

Par exception et en accord avec la Collectivité, si l'ORC souhaite accélérer ses déploiements ou pour les déploiements déjà programmés à la date de signature de la présente Convention, celui-ci peut adopter un calendrier dérogatoire à celui envisagé par la Méthodologie.

## **Article 8. Engagement de l'ORC relatif au suivi des déploiements**

### **8.1 Périmètre géographique de l'engagement**

L'ORC s'engage à transmettre des informations précises permettant le suivi des déploiements en cours et achevés sur l'ensemble de la Zone conventionnée.

### **8.2 Informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements**

L'ORC s'engage à communiquer à un rythme semestriel les informations relatives au suivi des déploiements. Ces informations sont transmises un mois avant la tenue du Comité de suivi, prévu à l'Article 11, aux membres de celui-ci ainsi qu'aux communes concernées par les déploiements en cours.

Sur la base des plans de déploiements communiqués dans le cadre de la programmation des déploiements décrite à l'Article 7, l'ORC prépare un bilan de l'état d'avancement de ses déploiements. Il communique *a minima* :

- la cartographie des déploiements réalisés sur le ou les Lots ayant fait l'objet d'une programmation de déploiement. Les cartes communiquées font apparaître les zones arrière de PM, leur assemblage dans le lot de déploiement, les implantations des NRO et des PM ;

Les informations sont transmises dans un format vectoriel permettant le traitement des données par un logiciel de cartographie ;

---

d'aménagement numérique et, le cas échéant, au groupement de collectivités territoriales compétent au sens de l'article L.1425-1 du CGCT. L'opérateur de réseau tient le plus grand compte des remarques des collectivités concernées.

- le fichier de suivi des déploiements comportant le nombre de locaux « Raccordables », « Raccordables dès autorisation », et « Raccordables sur demande » à la maille de la commune ;
- le fichier d'Informations Préalables Enrichies (IPE) précisant le caractère raccordable des locaux situés dans zones arrière des PM établis : « Raccordables », « Raccordables dès autorisation », et « Raccordables sur demande ».

Les caractéristiques des données communiquées par l'ORC figurent en Annexe 8. Les conditions d'utilisation des données transmises par l'ORC sont précisées par l'Article 17.

## **Article 9. Engagements de la Collectivité s'agissant des mesures d'accompagnement aux déploiements des réseaux FttH**

Les engagements de la Collectivité, objet du présent Article, relèvent d'une proposition générale faite à l'ensemble des opérateurs déployant des réseaux à très haut débit fixes passifs, neutres, accessibles et ouverts.

Dans une situation d'égalité de traitement entre eux, la Collectivité propose à l'ensemble de ces opérateurs la signature de la présente Convention. La Collectivité veille au respect d'un traitement équivalent de l'ensemble des opérateurs ayant signé une convention avec elle.

Par ailleurs, il est rappelé que la Collectivité respecte une position de stricte neutralité par rapport aux produits et services offerts par l'ensemble des opérateurs de services.

### **9.1 Mise à disposition des informations utiles au déploiement des réseaux FttH**

Conformément aux stipulations de l'Article 3, la Collectivité partage, en amont, avec l'ORC sa vision « prospective » de son Territoire, et lui indique quelles seront ses politiques d'aménagement et les problématiques urbaines qu'elle entend traiter. Elle l'informe de l'évolution de ces politiques.

La Collectivité s'engage, par ailleurs, à mettre à la disposition de l'ORC l'ensemble des informations, maîtrisées directement ou indirectement par elle-même ou par les communes qui la composent, utiles au déploiement des réseaux FttH. Elle portera notamment à connaissance de l'ORC les informations listées ci-après :

- la liste des projets urbains en cours, programmés ou envisagés sur la Zone conventionnée : zones d'aménagement concerté, projets de rénovation urbaine, infrastructures de transport etc. ;
- les différents documents d'urbanisme réglementaires (SCOT, PLU etc.) ;
- le ou les règlements de voirie existants sur la Zone conventionnée, ainsi que les processus et règles à l'œuvre s'agissant de la programmation des travaux sur voirie ;
- le recensement, s'il existe, des infrastructures publiques de génie civil mobilisables sur la Zone conventionnée, ainsi que leurs conditions techniques et tarifaires pour leur utilisation ;
- les servitudes particulières existantes sur la Zone conventionnée et, le cas échéant, les contraintes calendaires particulières devant être prises en compte dans le cadre des déploiements (par exemple, existence de manifestations touristiques).



La Collectivité s'engage à rassembler et tenir à jour ces informations. Ces informations sont mises à la disposition de l'ORC, et lui sont nécessairement transmises dans le cadre de la mise en œuvre la Méthodologie associée à la programmation des déploiements décrite à l'Article 7.

## 9.2 Mise en place d'un guichet d'accueil et de traitement des demandes utiles aux déploiements des réseaux FttH

La Collectivité s'organise pour faciliter les déploiements FttH de l'ORC et met en place un « Guichet » de traitement des demandes utiles à ces déploiements.

Ce Guichet est l'interlocuteur privilégié de l'ORC. Il prend en charge l'ensemble des interactions quotidiennes devant intervenir entre l'ORC et la Collectivité, et suit les échanges entre l'ORC et les communes lorsque ceux-ci sont rendus nécessaires du fait de leurs compétences propres.

Le Guichet a notamment pour mission :

- de proposer à l'ORC un ou plusieurs référents affectés au suivi des déploiements FttH de l'ORC, et à l'instruction et au traitement des éventuelles difficultés particulières rencontrées par l'ORC dans le cadre de ces déploiements ;
- de constituer et animer, au sein de la Collectivité et des communes la composant, un réseau de contacts intervenant directement sur les questions et problématiques rencontrées dans le cadre du déploiement des réseaux FttH (urbanisme réglementaire, servitudes particulières, utilisation de la voirie etc.). Le Guichet s'appuie sur ce réseau de contacts pour répondre aux sollicitations de l'ORC et, dans certains cas, met l'ORC en relation avec le service ou la personne compétente pour régler une difficulté particulière ;
- de mobiliser les communes concernées par une programmation de déploiement, et ensuite de les tenir informées de l'avancée du déploiement ;
- de recevoir et faire traiter, dans le respect des délais réglementaires, les demandes de l'ORC portant sur les travaux et interventions sur le domaine public et sur l'utilisation du domaine public.

Sont notamment concernées les autorisations de travaux, leur programmation en cohérence avec les autres opérations de proximités, la prise en compte des mobiliers urbains et espaces nécessaires au FttH, les autorisations nécessaires à l'occupation du domaine public.

- de soutenir l'ORC dans sa recherche de facilités pour les installations techniques utiles au déploiement et aux infrastructures FttH.

## 9.3 Mise en place d'actions spécifiques à destination des gestionnaires d'immeubles

L'obtention des accords de déploiement auprès des bailleurs et des syndicats de copropriétaires est indispensable pour permettre l'achèvement du déploiement de l'ORC dans les immeubles.

### 9.3.1 Actions de sensibilisation mises en œuvre par la Collectivité

La Collectivité s'engage à mettre en œuvre une action de sensibilisation initiale spécifique à destination des gestionnaires d'immeubles, ayant vocation à mettre l'accent sur le caractère neutre et ouvert à tous les autres opérateurs du réseau déployé par l'ORC.

Cette action de sensibilisation est élaborée en concertation avec l'ORC. Par cette action la Collectivité met en avant l'existence d'un Opérateur de Réseau Conventionné sur son Territoire et les engagements qu'il a souscrit au travers de la présente Convention. Par la suite, dans ses échanges et négociations avec les gestionnaires d'immeubles, l'ORC peut se prévaloir explicitement de son statut et des engagements et responsabilités qui y sont associés.

Pendant la durée d'application de la Convention, en fonction des problématiques rencontrées par l'ORC, la Collectivité s'engage à mettre en œuvre des actions ciblées à destination des gestionnaires d'immeubles.

### 9.3.2 Actions spécifiques s'agissant des bailleurs sociaux pour des immeubles appartenant à la Collectivité

La Collectivité apporte, dans les limites de ses attributions, mandats et compétences, son appui à l'ORC pour l'obtention, auprès des bailleurs sociaux, de l'accord pour équiper ses immeubles en fibre optique en désignant un opérateur d'immeuble conformément à l'article L. 33-6 du CPCE.

La Collectivité s'engage à solliciter les autres personnes publiques, propriétaires d'immeubles gérés par des bailleurs sociaux sur son Territoire, afin qu'elles mettent en place des actions comparables.

### 9.3.3 Actions spécifiques s'agissant des autres gestionnaires d'immeubles

Pour chaque commune faisant l'objet du déploiement du FttH de l'ORC, celui-ci communique à la Collectivité, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, la liste des gestionnaires d'immeubles (bailleurs privés) ou syndicats de copropriété dont il a connaissance.

Dans la limite des informations dont elle a connaissance, la Collectivité complète cette liste. A cet effet le Guichet mis en place par Collectivité s'appuie sur son réseau contacts au sein des différentes communes concernées.

## 9.4 Mise en place d'actions spécifiques à destination des administrés

Pendant la durée de la présente Convention, la Collectivité :

- organise, une communication spécifique, relative aux déploiements des réseaux FttH et aux nouveaux usages, à destination des habitants et des entreprises ;
- publie, au moins une fois par an et dans tout support à sa disposition, une information à destination de l'ensemble de la population de la Collectivité, précisant la disponibilité du FttH sur la Zone conventionnée.

S'agissant de la mise en œuvre des actions de communications, la Collectivité restera neutre par rapport à l'ensemble des Opérateurs de réseaux investisseurs privés actuels ou potentiels qui, le cas échéant, seraient amenés à déployer leur réseau sur le Territoire de la Collectivité, et veillera à l'équilibre de traitement entre tous les opérateurs proposant des offres commerciales aux utilisateurs finaux.

## Article 10. Réunions techniques

L'ORC et la Collectivité conviennent que leurs représentants organiseront des réunions techniques régulières dans le cadre de la mise en œuvre de leurs engagements respectifs.

Ces échanges contribueront, notamment, à traiter les éventuelles difficultés opérationnelles rencontrées par les Parties dans l'exécution de leurs engagements.

En tant que de besoin, des représentants techniques des communes concernées par le ou les Lots de déploiement objet des travaux, seront invités à participer à ces réunions de travail.

Ces réunions techniques feront systématiquement l'objet d'un compte-rendu validé par l'ORC et la Collectivité.

La Collectivité peut se faire assister par toute personne de son choix sous réserve d'un engagement de confidentialité et avec l'accord de l'ORC. Le Guichet assurera l'organisation des réunions techniques (notamment, invitations, mise à disposition d'une salle de réunion, rédaction des comptes rendus).

## Article 11. Mise en place d'un Comité de suivi

Un Comité de suivi est institué pour s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention.

### 11.1 Composition

Le Comité de suivi est composé des signataires (ou de leurs représentants) de la présente Convention.

En tant que de besoin, le ou les maires d'une ou plusieurs communes, ou leurs représentants, peuvent être invités à participer au Comité de suivi.

A titre exceptionnel et sous réserve de l'accord préalable de l'ensemble des membres du Comité de suivi, une personne extérieure peut être invitée à participer à la réunion du Comité, et ce, du fait de sa compétence particulière, présentant un intérêt pour traiter une ou plusieurs des questions inscrites à l'ordre du jour. Dans ce cadre, la Collectivité pourra notamment demander à être accompagnée par une personnalité qualifiée, sous réserve, le cas échéant, de mesures garantissant la confidentialité des échanges du Comité.

### 11.2 Rôle du Comité de suivi

Le rôle du Comité de suivi est défini comme suit :

- s'assurer de l'exécution de bonne foi des engagements des parties tels que formalisés dans le cadre de la présente Convention ;
- conformément au cadre européen<sup>4</sup>, suivre annuellement les projets de déploiements de l'ORC dans les trois ans et s'assurer de la capacité de celui-ci à les réaliser ;
- conformément aux stipulations de l'Article 7, prendre connaissance du ou des nouveaux Lots sur lesquels l'ORC souhaite entamer des déploiements d'ici 9 mois ;
- suivre l'avancement des déploiements de l'ORC conformément aux stipulations de l'Article 8. A cet effet l'ORC communique aux membres du Comité de suivi les éléments prévus par ce même Article au moins un mois avant la tenue du Comité ;

---

<sup>4</sup> « Lignes directrices de l'Union européenne pour l'application des règles relatives aux aides d'Etat dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit » (2013/C 25/01)

- constater les écarts éventuels par-rapport aux engagements initiaux et demander à une ou plusieurs Parties d'expliquer la raison des écarts constatés et proposer des solutions correctives ;
- conformément aux stipulations de l'Article 12, être une instance de concertation pour contribuer au règlement de difficultés particulières rencontrées par les Parties n'ayant pas trouvées de solution, ni dans le cadre des réunions techniques prévues à l'Article 10, ni dans le cadre de la mise en place de solutions correctives tel qu'envisagé dans l'alinéa précédent ;
- examiner la nécessité d'une éventuelle modification de la présente Convention et, le cas échéant, préparer cette modification ;
- décider de la mise en œuvre d'actions de communication conjointes entre l'ORC et la Collectivité, et le cas échéant, les autres signataires de la Convention.

### 11.3 Fonctionnement

Le Comité de suivi se réunit au moins chaque semestre, et en tant que de besoin, à la demande des parties.

Le Guichet mis en place par la Collectivité est responsable de l'organisation des réunions du Comité de suivi. Il adresse des convocations accompagnées d'un ordre du jour pour la réunion du Comité un mois avant la tenue de celui-ci. Il en assure le secrétariat et à ce titre la rédaction des projets de comptes rendus soumis pour validation à l'ensemble des membres du Comité dans un délais de deux semaines suivant la tenue d'une réunion de celui-ci.

Les comptes rendus du Comité de suivi sont adoptés par consensus. Ils reflètent les positions exprimées par chacun de ses membres.

Les documents et pièces devant être examinés lors du Comité de suivi sont adressés à ses membres au moins 15 jours (ouvrés) avant la tenue de la réunion du Comité.

## Article 12. Traitement du non-respect des engagements

Le traitement des éventuels écarts dans l'exécution des engagements respectifs des Parties suit le processus d'escalade décrit-ci-après :

- 1) Lorsqu'une ou plusieurs Parties estiment que l'une des autres Parties ne respecte pas ses engagements, elles le lui signifient. Les Parties conviennent alors de se concerter dans le cadre d'une réunion technique telle que prévue à l'Article 10 pour identifier les solutions correctives devant être mises en œuvre.

Si ces échanges techniques n'ont pas permis de corriger l'écart constaté, ou si une Partie mise en cause conteste l'écart qui lui est reproché, un point dédié à cette question est inscrit à l'ordre du jour du Comité de suivi, celui-ci, conformément aux stipulations de l'Article 11, pouvant, le cas échéant, se réunir à la demande de l'une des Parties sans attendre la tenue programmée de sa prochaine réunion.

- 2) Conformément aux stipulations de l'Article 11, le Comité de suivi est l'instance de concertation pour contribuer au règlement de difficultés rencontrées entre les Parties n'ayant pas trouvées de solution entre elles.

Dans ce cadre, la Partie, à laquelle il est reproché de ne pas respecter ses engagements, est invitée, soit à :

- démontrer qu'elle respecte bien ses engagements et, le cas échéant, qu'elle n'est pas responsable des éventuels écarts constatés ;
  - proposer des mesures correctives, dès lors qu'elle ne conteste pas la responsabilité des écarts qui lui sont imputés ;
  - indiquer qu'elle n'est pas en capacité de corriger ces écarts, et par là, de respecter ses engagements. Dans cette hypothèse, le Comité de suivi constate, par consensus, la défaillance de l'une des Parties.
- 3) Dès lors que le processus de concertation, décrit précédemment, n'a pas permis de résoudre les difficultés rencontrées, une ou plusieurs Parties peuvent saisir le Préfet de Région. Celui-ci peut alors entendre les parties, et le cas échéant les réunit dans le cadre de la CCRANT.
- 4) En cas de difficulté persistante avérée ou en cas d'absence de solution identifiée dans un délai de six mois à compter de l'échec de la concertation prévue dans le cadre du Comité de suivi, et notamment la saisine du Préfet de Région, les Parties conviennent, par la présente Convention, de solliciter l'avis du Comité national de concertation prévu par le Plan France Très Haut Débit. Au regard de cet avis, le Comité de suivi constate, le cas échéant, la défaillance de l'une des Parties.

## Article 13. **Durée**

La présente Convention prend effet à compter de la date de sa signature par les Parties et s'achèvera au 31 décembre 2020.

Six mois avant le terme de la présente Convention, les Parties pourront convenir de la prolonger.

## Article 14. **Évolution des termes de la présente Convention**

Toute modification de la présente convention fait l'objet préalablement d'une concertation, conformément aux stipulations de l'Article 11, aboutissant à la formalisation d'un avenant écrit et signé des Parties, suivant les formes et procédures relevant des règles de fonctionnement interne et conformes au statut juridique de chaque Partie.

Une telle modification pourra intervenir dans l'hypothèse d'un changement législatif, réglementaire ou des conditions économiques du déploiement ayant pour conséquence de modifier les obligations stipulées pour le déploiement du FttH.

## Article 15. **Résiliation de la Convention**

L'une des Parties peut souhaiter résilier la Convention pour non-exécution par une autre Partie de ses obligations nées de la présente Convention, dans les conditions décrites ci-après.

La Convention pourra être résiliée, par l'une des Parties après une phase de concertation au sein du Comité de suivi.

Une fois cette concertation réalisée, la Partie souhaitant résilier la présente Convention adresse aux autres Parties un courrier recommandé avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois.

Une fois la présente Convention résiliée, les Parties ne sont plus liées par leurs obligations réciproques.

## **Article 16. Pièces contractuelles et interprétation**

La présente Convention et ses 9 annexes constituent l'intégralité de l'engagement des Parties.

En cas de contradiction entre les clauses et les documents annexés, la présente Convention prime sur les Annexes 2 à 9, qui ont elles-mêmes une valeur juridique supérieure aux documents qui y sont joints le cas échéant.

Cependant, par exception au principe stipulé ci-dessus, les Parties accordent à l'Annexe 1 « Définitions » la même valeur juridique que celle accordée aux stipulations de la présente Convention.

## **Article 17. Confidentialité et utilisation des données**

S'agissant des « Communes moins denses AMII », la Collectivité est libre d'utiliser les données communiquées par l'ORC après agrégation des informations, notamment cartographiques aux fins de la présente convention. La Collectivité et l'ORC détermineront notamment les éléments couverts par le secret des affaires et les éléments communicables non confidentiels

S'agissant des « zones très denses », les Parties conviennent d'identifier et de respecter les éléments de confidentialité nés de l'exécution de la présente Convention. La Collectivité et l'ORC détermineront notamment les éléments couverts par le secret des affaires et les éléments communicables non confidentiels.

Dans les limites des stipulations précédemment énoncées, la Collectivité et/ou l'Etat peuvent utiliser les données communiquées par l'ORC pour mettre à disposition des administrés un serveur d'éligibilité des locaux afin que ces administrés puissent, sur la base des informations fournies par ce serveur, vérifier le raccordement de leur logement et s'adresser à l'Opérateur de service de leur choix pour faire procéder au raccordement final de leur logement ou local à vocation professionnel.

## **Article 18. Intuitu Personae**

Si une personne morale devait être substituée à l'une des collectivités signataires de la présente Convention totalement ou partiellement, l'ORC en sera informé dans les meilleurs délais.

De convention expresse entre les Parties, si la structure juridique devait être dotée d'une compétence d'opérateur déclaré à l'ARCEP au sens de l'article L 32-1 du CPCE, soit lors de sa constitution, soit postérieurement à celle-ci, soit indirectement notamment au moyen d'une structure juridique de quelque forme que ce soit, la Partie la plus diligente saisit le Comité de suivi afin que celui-ci puisse apprécier la



matérialité de l'activité que cette structure juridique entend conduire. Le cas échéant, l'ORC pourrait résilier la présente Convention, sans que la Collectivité signataire puisse, à quelque titre que ce soit, se prévaloir d'un quelconque préjudice.

De manière symétrique, si l'ORC devait être l'objet d'un changement de contrôle, la Collectivité peut résilier la présente Convention, sans que l'ORC puisse, à quelque titre que ce soit, se prévaloir d'un quelconque préjudice. Les Parties conviennent néanmoins que cette faculté de résiliation ne peut être exercée en cas de restructuration interne de l'ORC, lorsque le changement de contrôle est effectué au profit de l'une des sociétés affiliées de l'opérateur.

**\*\*\***

**Fait à**

**En 10 exemplaires**

<b>Pour l'Etat, Monsieur le Préfet de Région</b>	<b>Pour la Région Provence Alpes Cote d'Azur,</b>
<b>Pour le Département des Alpes Maritimes,</b>	<b>Pour la Métropole Nice - Côte d'Azur,</b>
<b>Pour la Communauté d'agglomération de la Riviera Française,</b>	<b>Pour la Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis</b>
<b>Pour la Communauté d'agglomération des Pays de Lérins</b>	<b>Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse</b>
<b>Pour Orange Monsieur ..... .....</b>	<b>En présence de Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes, ou de son représentant, .....</b>

## Annexes

### Liste des annexes

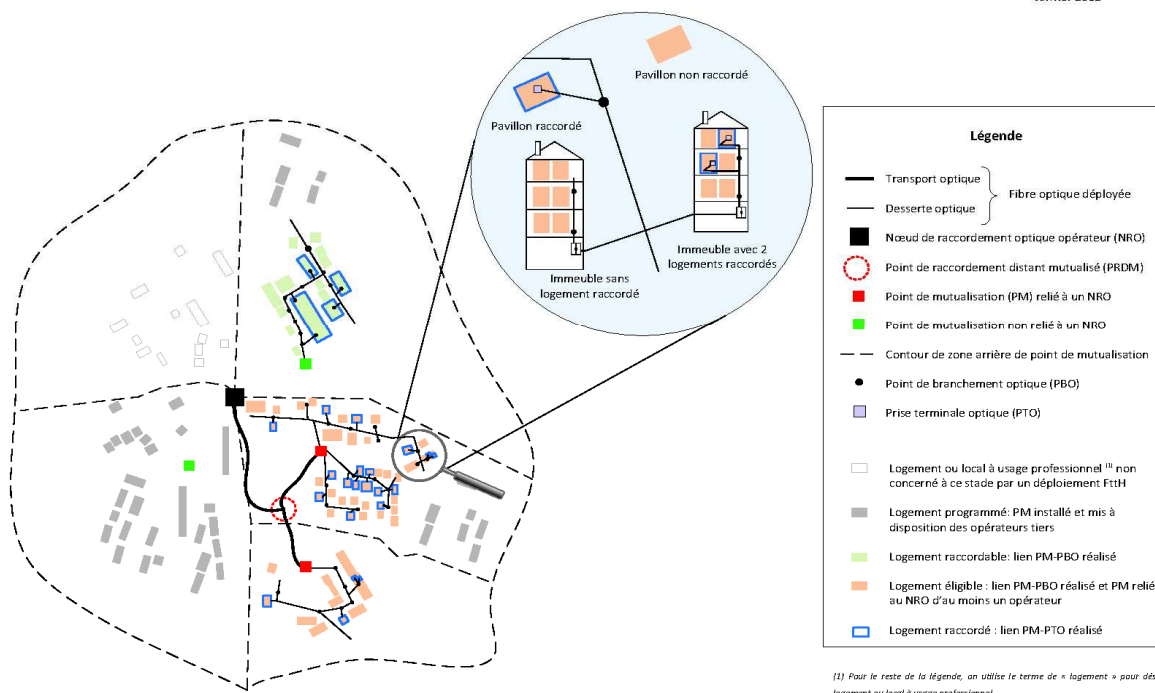
Annexe 1 :	Définitions
Annexe 2 :	Zone conventionnée
Annexe 3 :	Volumes annuels
Annexe 4 :	Situation initiale en matière de débits et de services disponibles
Annexe 5 :	Zones prioritaires
Annexe 6 :	Méthodologie de programmation concertée des déploiements
Annexe 7 :	Caractéristiques des informations communiquées dans le cadre de la programmation concertée des déploiements
Annexe 8 :	Caractéristiques des informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements
Annexe 9 :	Désignation des interlocuteurs de la Collectivité et de l'ORC

## Annexe 1 : Définitions

## Synthèse de la terminologie utilisée par l'ARCEP :

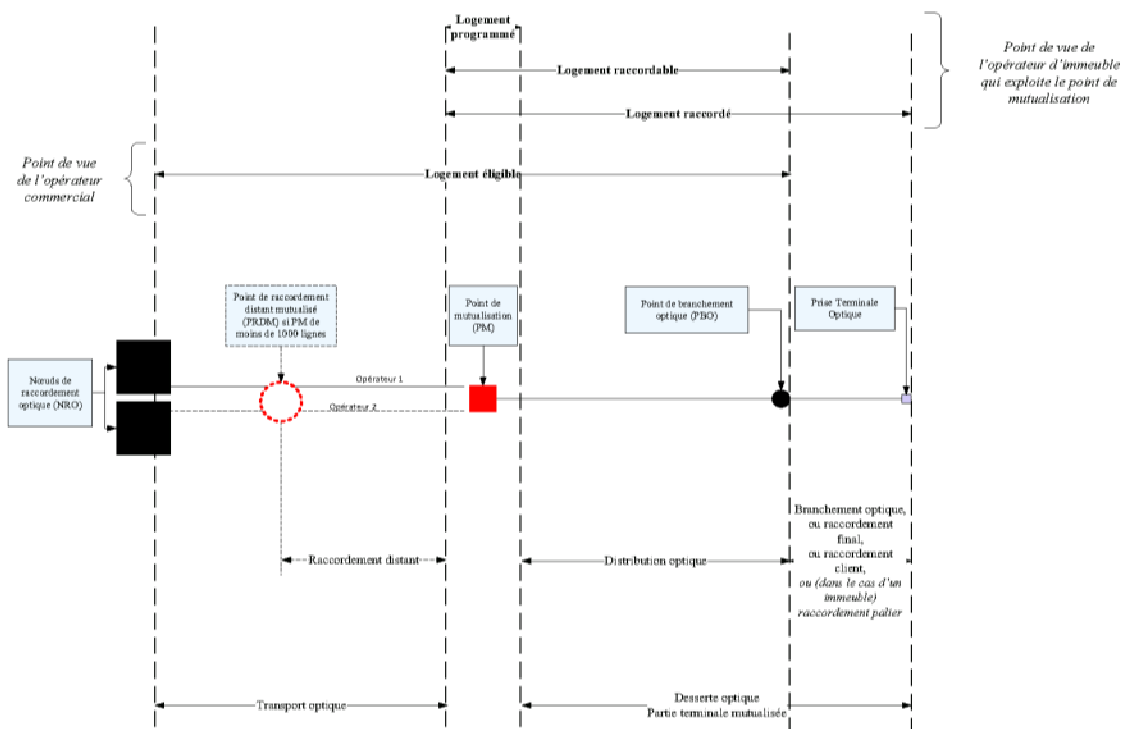
## Déploiement de fibre optique jusqu'à l'abonné – Termes utilisés

**ARCEP** Autorité de régulation  
des communications  
électroniques et des postes  
Janvier 2012



**Déploiement de fibre optique jusqu'à l'abonné – Termes utilisés**  
Cas où le point de branchement optique est présent

**ARCEP** Autorité de régulation  
des communications  
électroniques et des postes  
Janvier 2012



## Définitions :

### **CCRANT**

La CCRANT, pour Commission consultative régionale pour l'aménagement numérique du territoire, permet une gouvernance régionale de l'action territoriale de l'Etat et des collectivités en matière d'aménagement numérique. Elle réunit, en plus des services de l'Etat et des collectivités, les opérateurs de communications électroniques afin de veiller à la bonne cohérence des projets de déploiements privés et des initiatives publiques.

### **Collectivité**

Désigne dans la Convention type la collectivité territoriale sur le territoire de laquelle l'Opérateur de réseau s'engage à déployer, via ses propres investissements, des réseaux FttH. Dans sa rédaction, le modèle de Convention utilise le terme « Collectivité » pour désigner l'échelle intercommunale.

### **FttH**

La fibre optique jusqu'à l'abonné (ou FttH pour Fibre to the Home) correspond au déploiement de la fibre optique depuis le nœud de raccordement optique jusque dans les logements ou locaux à usage professionnel.

### **FttO**

Le FttO (pour Fibre to the Office) désigne généralement les boucles locales dédiées (BLOD) au raccordement de clients d'affaires, sachant qu'une telle boucle peut raccorder non seulement les entreprises mais plus largement tout type de site non résidentiel tel qu'une administration.

### **IRIS**

Ilots regroupés pour des indicateurs statistiques.

### **Local raccordable dès autorisation**

Logement ou local à usage professionnel pour lequel l'Opérateur de réseau conventionné a déployé un réseau lui permettant de le rendre Raccordable (installation du PBO) dans un délai maximal de six mois à compter de la signature de la convention régie par l'article L. 33-6 du code des postes et communications électroniques, ou de l'accord avec un particulier, lui permettant de déployer le réseau FttH sur la propriété privée (ou publique).

### **Local raccordable sur demande**

Logement ou local à usage professionnel pour lequel l'Opérateur de réseau conventionné a déployé un réseau lui permettant de le rendre Raccordables (installation du PBO) dans un délai maximal de six mois à compter de toute commande de Raccordement final (PBO-PTO) d'un Opérateur de service FttH. Les conditions techniques et tarifaires de ces raccordements finaux sont établies et mises en œuvre conformément à la réglementation en vigueur.

### **Lot de déploiement**

Ensemble cohérent de zones arrière de point de mutualisation, déployées sur une ou plusieurs communes.

### **Local programmé**

Logement ou local à usage professionnel situé dans la zone arrière d'un point de mutualisation pour lequel le point de mutualisation a été installé et mis à disposition des opérateurs tiers, au sens de l'annexe II de la décision n° 2009-1106.

### **Local raccordable**

Logement ou local à usage professionnel pour lequel il existe une continuité optique entre le point de mutualisation et le point de branchement optique, ou entre le point de mutualisation et la prise terminale optique si le point de branchement optique est absent.

### **Local raccordé**

Logement ou local à usage professionnel pour lequel il existe une continuité optique entre le point de mutualisation et la prise terminale optique.

### **Nœud de raccordement optique (NRO)**

Point de concentration d'un réseau en fibre optique où sont installés les équipements actifs à partir desquels l'opérateur active les accès de ses abonnés.

### **Opérateur de réseau**

Opérateur de communications électroniques tel que défini à l'article L. 32-15° du Code des Postes et Communications Électroniques (CPCE) qui engage les déploiements d'un réseau en fibre optique FTTH ouvert aux Opérateurs de service.

### **Opérateur de réseau conventionné**

L'Opérateur de Réseau Conventionné (ou ORC) est l'Opérateur de réseau signataire de la Convention de programmation et de suivi des déploiements.

### **Opérateur de service (ou FAI - fournisseur d'accès internet ou Opérateur commercial)**

Désigne un Opérateur commercialisant des services de communications électroniques à très haut débit via les offres d'accès aux lignes FTTH d'un Opérateur de réseau.

### **Opérateur d'immeuble**

Toute personne chargée de l'établissement ou la gestion d'une ou plusieurs lignes dans un immeuble bâti, notamment dans le cadre d'une convention d'installation, d'entretien, de remplacement ou de gestion des lignes signée avec le propriétaire ou le syndicat de copropriétaires, en application de l'article L. 33-6 du code des postes et des communications électroniques ; l'opérateur d'immeuble n'est pas nécessairement un opérateur au sens de l'article L. 33-1 du même code.

### **Poches de basse densité**

Ensemble des IRIS où il est recommandé que le déploiement du FttH soit réalisé selon une architecture proche de celle retenue pour les zones moins denses. Ces IRIS ont été identifiés, conformément à la recommandation n° 2011-0614 de l'ARCEP du 14 juin 2011, au terme des travaux conduits par un comité technique de concertation regroupant les opérateurs déployant des réseaux dans les zones très denses et les collectivités territoriales concernées.



### **Point de branchement optique (PBO)**

Dans les immeubles de plusieurs logements ou locaux à usage professionnel comprenant une colonne montante, équipement généralement situé dans les boîtiers d'étage de la colonne montante qui permet de raccorder le câblage vertical avec le câble de branchement. Le point de branchement optique peut également se trouver à l'extérieur de l'habitat à proximité immédiate du logement ou local à usage professionnel, en général à quelques mètres ou quelques dizaines de mètres du local ; dans ce cas, il permet de raccorder le câblage installé en amont dans le réseau avec le câble de branchement.

### **Point de mutualisation (PM)**

Point d'extrémité d'une ou de plusieurs lignes au niveau duquel la personne établissant ou ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une ligne de communication électronique à très haut débit en fibre optique donne accès à des opérateurs à ces lignes en vue de fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals correspondants, conformément à l'article L. 34-8-3 du Code des Postes et des Communications Electroniques (CPCE).

### **Point de terminaison optique (PTO)**

Extrémité de la ligne sur laquelle porte l'obligation d'accès imposée par les décisions n° 2009-1106 et n° 2010-1312 de l'ARCEP.

### **Raccordement final (ou raccordement client)**

Opération consistant à installer un câble de branchement comprenant une ou plusieurs fibres optiques entre le point de branchement optique (PBO) et la prise terminale optique (PTO). Par convention, il n'y a pas de raccordement final en l'absence de PBO.

### **SDTAN**

Selon l'article L. 1425-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les Schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) « (...) recensent les infrastructures et réseaux de communications électroniques existants, identifient les zones qu'ils desservent et présentent une stratégie de développement de ces réseaux, concernant prioritairement les réseaux à très haut débit fixe et mobile, y compris satellitaire, permettant d'assurer la couverture du territoire concerné. Ces schémas, qui ont une valeur indicative, visent à favoriser la cohérence des initiatives publiques et leur bonne articulation avec l'investissement privé (...) ».

Un schéma directeur correspond à un territoire sur lequel il est unique. Ce territoire doit recouvrir un ou plusieurs départements ou une région. Il a pour objectif de permettre aux différents acteurs, notamment aux collectivités, de définir une stratégie concertée de déploiement des réseaux sur le territoire concerné.

L'élaboration d'un schéma directeur constitue un préalable à l'intervention d'une collectivité territoriale en faveur du déploiement du très haut débit sur son territoire.

### **Zone arrière de Point de mutualisation**

Les Points de mutualisation en Zones moins denses se situent hors de la propriété privée ou en local privé accessible aux Opérateurs de réseau dans une plage de temps raisonnable et regroupent les lignes à très haut débit en fibre optique des immeubles bâtis à usage collectif ou logement ou local individuel. L'ensemble des immeubles bâtis à usage collectif ou logement ou local individuel reliés, effectivement ou potentiellement, à ce Point de mutualisation, forment une zone géographique continue. Cette zone géographique constitue la Zone arrière d'un Point de mutualisation.

### **Zone conventionnée**

La Zone conventionnée correspond au périmètre géographique sur lequel l'Opérateur de Réseau Conventionné s'engage, via ses propres investissements, à déployer ses réseaux FttH, en respectant l'ensemble des stipulations de la Convention de programmation et de suivi des déploiements. Si la Zone conventionnée peut regrouper à la fois des communes de la zones très dense et des communes hors la zone très dense, toutefois, les engagements de l'opérateur sur ces deux types de communes différeront. Le périmètre géographique de cette zone conventionnée est défini par l'Annexe 2 de la Convention type.

### **Zones très denses et Zones moins denses (Hors zones très denses ou Zone moyennement denses)**

La Zone très dense est constituée des communes dont la liste est définie dans l'annexe I de la décision n° 2009-1106 de l'ARCEP. Les communes ne figurant dans cette liste constituent donc les « communes hors zones très denses ».

## Annexe 2 : Zone conventionnée

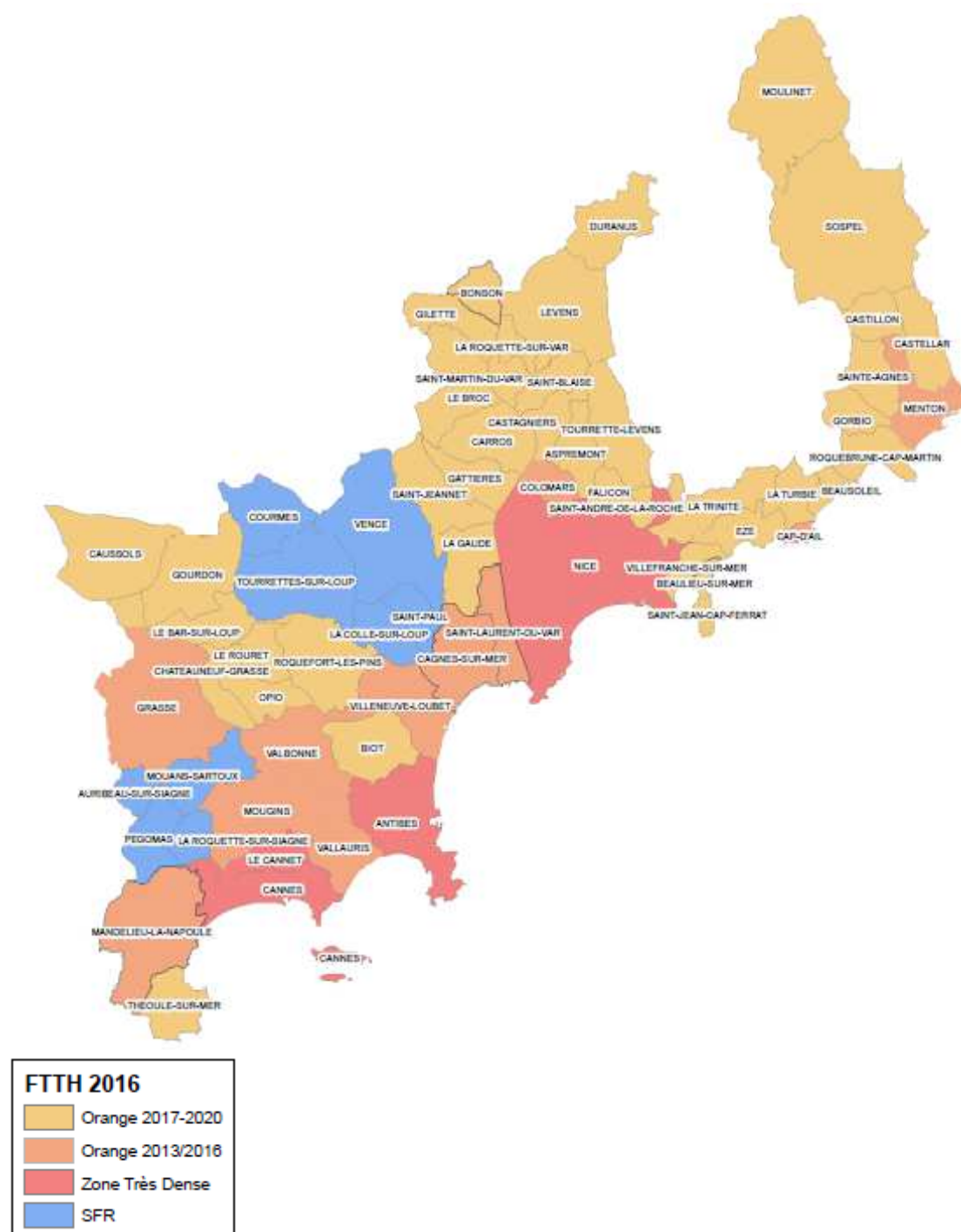
## Communes Zone moins dense AMII

Code INSEE	EPCI	Commune	Année de lancement	Nb de locaux (INSEE 2010)	Achèvement du déploiement
06012	CA de la Riviera Française	Beausoleil	à partir de 2015	9 157	2020
06035	CA de la Riviera Française	Castellar	à partir de 2015	595	2020
06036	CA de la Riviera Française	Castillon	à partir de 2015	204	2020
06067	CA de la Riviera Française	Gorbio	à partir de 2015	701	2020
06150	CA de la Riviera Française	La Turbie	à partir de 2015	2 075	2020
06083	CA de la Riviera Française	Menton	2013	26 357	2018
06086	CA de la Riviera Française	Moulinet	à partir de 2015	405	2020
06104	CA de la Riviera Française	Roquebrune-Cap-Martin	à partir de 2015	13 344	2020
06113	CA de la Riviera Française	Sainte-Agnès	à partir de 2015	709	2020
06136	CA de la Riviera Française	Sospel	à partir de 2015	2 162	2020
06018	CA de Sophia Antipolis	Biot	à partir de 2015	4 866	2020
06037	CA de Sophia Antipolis	Caussols	à partir de 2015	288	2020
06038	CA de Sophia Antipolis	Châteauneuf-Grasse	à partir de 2015	1 666	2020
06068	CA de Sophia Antipolis	Gourdon	à partir de 2015	251	2020
06010	CA de Sophia Antipolis	Le Bar-sur-Loup	à partir de 2015	1 398	2020
06112	CA de Sophia Antipolis	Le Rouret	à partir de 2015	1 791	2020
06089	CA de Sophia Antipolis	Opio	à partir de 2015	1 069	2020
06105	CA de Sophia Antipolis	Roquefort-les-Pins	à partir de 2015	2 948	2020
06152	CA de Sophia Antipolis	Valbonne	à partir de 2015	6 034	2020
06155	CA de Sophia Antipolis	Vallauris	2014	19 259	2019
06161	CA de Sophia Antipolis	Villeneuve-Loubet	2014	11 541	2019
06006	Métropole Nice - Côte d'Azur	Aspremont	à partir de 2015	932	2020
06011	Métropole Nice - Côte d'Azur	Beaulieu-sur-Mer	à partir de 2015	3 486	2020
06021	Métropole Nice - Côte d'Azur	Bonson	à partir de 2015	371	2020
06027	Métropole Nice - Côte d'Azur	Cagnes-sur-Mer	à partir de 2015	29 449	2020
06032	Métropole Nice - Côte d'Azur	Cap-d'Ail	à partir de 2015	3 596	2020
06033	Métropole Nice - Côte d'Azur	Carros	à partir de 2015	4 586	2020
06034	Métropole Nice - Côte d'Azur	Castagniers	à partir de 2015	719	2020
06046	Métropole Nice - Côte d'Azur	Colomars	à partir de 2015	1 372	2020
06055	Métropole Nice - Côte d'Azur	Duranus	à partir de 2015	92	2020
06059	Métropole Nice - Côte d'Azur	Eze	à partir de 2015	2 111	2020
06060	Métropole Nice - Côte d'Azur	Falicon	à partir de 2015	803	2020
06064	Métropole Nice - Côte d'Azur	Gattières	à partir de 2015	1 772	2020
06066	Métropole Nice - Côte d'Azur	Gilette	à partir de 2015	812	2020
06065	Métropole Nice - Côte d'Azur	La Gaude	à partir de 2015	2 799	2020
06109	Métropole Nice - Côte d'Azur	La Roquette-sur-Var	à partir de 2015	478	2020
06149	Métropole Nice - Côte d'Azur	La Trinité	à partir de 2015	4 418	2020
06025	Métropole Nice - Côte d'Azur	Le Broc	à partir de 2015	751	2020
06075	Métropole Nice - Côte d'Azur	Levens	à partir de 2015	2 193	2020
06114	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-André-de-la-Roche	à partir de 2015	2 022	2020
06117	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Blaise	à partir de 2015	401	2020
06121	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Jean-Cap-Ferrat	à partir de 2015	2 065	2020
06122	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Jeannet	à partir de 2015	1 739	2020
06123	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Laurent-du-Var	2013	17 061	2020
06126	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Martin-du-Var	à partir de 2015	1 117	2020
06147	Métropole Nice - Côte d'Azur	Tourrette-Levens	à partir de 2015	1 967	2020
06159	Métropole Nice - Côte d'Azur	Villefranche-sur-Mer	à partir de 2015	5 173	2020
06079	CA des Pays de Lérins	Mandelieu-la-Napoule	2012	20 091	2020
06085	CA des Pays de Lérins	Mougins	à partir de 2015	10 382	2020
06138	CA des Pays de Lérins	Théoule-sur-Mer	à partir de 2015	3 286	2020
06069	CA du Pays de Grasse	Grasse	à partir de 2016	25 202	2020

## Communes Zone très dense

Code INSEE	EPCI	Commune	Année de lancement	Nb de locaux (INSEE 2010)
06004	CA de Sophia Antipolis	Antibes	2011	58 524
06029	CA des Pays de Lérins	Cannes	2010	70 204
06030	CA des Pays de Lérins	Le Cannet	2012	25 896
06088	Métropole Nice - Côte d'Azur	Nice	2010	222 067

Cartographie des zones de déploiement de l'Opérateur de réseau conventionné selon les dates de démarrage de déploiement



## Annexe 3 : Volumes annuels

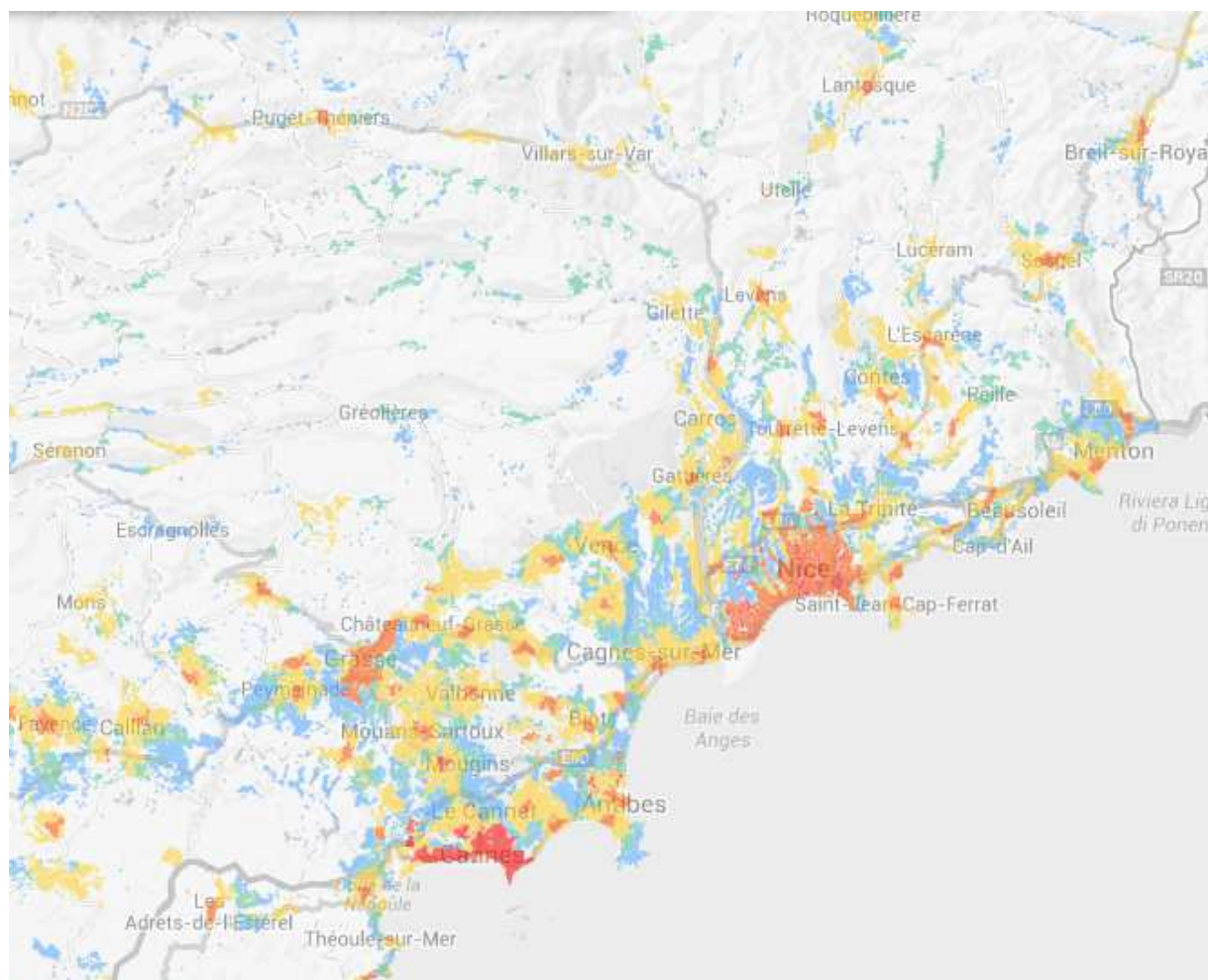
Communes Zone moins dense AMII

Cet engagement de l'ORC a une valeur indicative.

Année	Volume de locaux Programmés	
	Nombre de locaux	% du total
2015	34 496	13%
2016	64 357	25%
2017	97 648	38%
2018	149 244	58%
2019	200 973	78%
2020	258 066	100%

Source INSEE 2010 (ayant tendance statistiquement à sous-estimer les raccordables à la demande)

## Annexe 4 : Situation initiale en matière de débits et de services disponibles



Source : Observatoire France Très Haut Débit





---

## Annexe 5 : Zones prioritaires de déploiement

La Collectivité indique la liste des communes ou zones infra-communales pour lesquelles elle souhaite qu'une hiérarchisation des déploiements soit effectuée.

Cette liste sera étudiée avec l'opérateur au démarrage du travail EPDC par lot (phase d'étude).

**La liste des communes ci-dessous est le résultat de la concertation réalisée :**

- Mougins
- Valbonne
- La Gaude
- Colomars
- Saint-André-de-la-Roche
- Cap d'ail
- Roquebrune-Cap-Martin
- Sainte-Agnès

---

## Annexe 6 : Méthodologie de programmation concertée des déploiements

### Méthodologie de déploiement en Zone très dense

L'Opérateur de réseau met en œuvre la méthodologie décrite ci-dessous pour la réalisation des études d'ingénierie :

- Étude précise du Lot de déploiement pour les PM sur voies publiques (notamment habitat, densité, verticalité, entreprises, ZAE). Cette étude est présentée au chef de projet de la Collectivité, afin de lui demander si elle couvre l'ensemble des projets et évolutions urbaines prévues sur le territoire de la commune dans ce Lot de déploiement afin de permettre un dimensionnement adéquat du réseau par l'Opérateur.
- Pour les poches de basse densité : Plan schéma de déploiement sur le Lot de déploiement avec tous les PM et leurs zones arrière, avec emplacement prévisionnel des armoires de PM. Ce plan et les études sont envoyés à la Collectivité.
- Etudes des lieux d'implantation des armoires des PM avec la Collectivité en vue de l'obtention des autorisations de voirie,
- Lors du déploiement, l'Opérateur de réseau mettra en œuvre les protocoles de voirie en vigueur.
- L'Opérateur de réseau envoie à la commune concernée par les déploiements, avec copie pour le département s'agissant du domaine routier public ou privé, les demandes d'autorisations de voirie pour l'implantation de chaque PM du Lot de déploiement et pour les tirages de câbles chaque fois que nécessaire.  
La commune concernée, ou le département le cas échéant, apporte une réponse à l'Opérateur de réseau dans les délais prévus par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. De même, l'Opérateur de réseau envoie à la commune concernée par les déploiements avec copie pour le département les demandes d'autorisations de voirie officielles pour l'ouverture des chambres et les relevés de leur occupation chaque fois que nécessaire.
- La commune apporte une réponse à l'Opérateur de réseau dans les délais prévus par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. L'ouverture des chambres et les relevés de leur occupation s'effectuent conformément aux conditions prévues par l'Offre d'Accès au Génie Civil d'Orange pour les réseaux FTTx conforme à la décision ARCEP n° 2011-0668.

### Méthodologie de déploiement en Zone moins dense

Orange met en œuvre ses engagements de déploiements de son réseau FttH selon une méthodologie en trois temps :

- organisation en concertation avec la Collectivité d'une réunion d'information préalable en présence des communes situées dans le périmètre de déploiement ;
- lancement des études globales décrites à l'échelle de la Communauté d'agglomération ;
- engagement du processus « EPDC » (Etudes détaillées par lot annuel du déploiement, Plan schéma de déploiement, Discussion avec la collectivité territoriale, Consultation des opérateurs FTTH) avec la Collectivité.

## RÉUNION PRÉALABLE D'INFORMATION

Orange organise en concertation avec la Collectivité une réunion d'information préalable à l'attention des communes concernées par le déploiement.

Cette réunion permettra à Orange de présenter la méthodologie.

## LANCEMENT DES ÉTUDES GLOBALES À L'ÉCHELLE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Orange réalise un premier schéma global par grandes zones de déploiement sur la zone concertée en fonction des contraintes de géo-typage et techniques (type d'habitat, appétence client final, éligibilité ADSL, NRA présents et leur zone arrière de couverture, contraintes diverses dont notamment zones inondables, etc.).

Sur la base des études globales, Orange présente une étude des NRO choisis et retenus ainsi que leurs zones arrière de couverture à l'échelle de la Communauté d'agglomération, ainsi que la proposition de couverture de la zone correspondant au premier Lot de déploiement (tel que défini en Annexe 1).

## PROCÉDURE « EPDC »

Au plus tard 6 mois avant le déploiement de chaque lot de déploiement, Orange met en œuvre la méthodologie EPDC décrite ci-dessous :

- **Étude précise du Lot de déploiement** (notamment habitat, densité, verticalité, entreprises, ZAE). Cette étude est présentée au référent de la Collectivité, notamment afin de s'assurer qu'elle intègre l'ensemble des projets immobiliers et évolutions urbaines prévues sur le territoire de la Collectivité afin de permettre un dimensionnement adéquat du réseau par Orange
- **Plan schéma de déploiement sur le Lot de déploiement** avec tous les PM et leurs zones arrières, et plan schéma de déploiement NRO avec emplacement prévisionnel des armoires de PM. Ce plan et les études sont envoyés à la Collectivité
- **Discussions au plus tôt entre Orange et la Collectivité pour :**
  - présenter et figer le Plan schéma de déploiement du Lot de déploiement (PM et leurs zones arrières),
  - étudier les lieux d'implantation des armoires des PM présentés,
- En parallèle, lancement des négociations aux fins d'obtention des accords des syndic et bailleurs sur le Lot de déploiement concerné
- **Consultation officielle sur le Lot de déploiement des Opérateurs de services** déclarés à l'ARCEP ;
- En parallèle, Orange envoie à la commune concernée par les déploiements, avec copie pour la Collectivité et le département s'agissant du domaine routier public ou privé, les demandes d'autorisations de voirie pour l'implantation de chaque PM du Lot de déploiement et pour les tirages de câbles chaque fois que nécessaire.  
La commune concernée apporte une réponse à Orange dans les délais prévus par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. De même, Orange envoie à la commune concernée par les déploiements avec copie pour la Collectivité et le Département les demandes d'autorisations de voirie officielles pour l'ouverture des chambres et les relevés de leur occupation chaque fois que nécessaire.
- La commune apporte une réponse à Orange dans les délais prévus par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. L'ouverture des chambres et les relevés de leur occupation s'effectuent conformément aux conditions prévues par l'Offre d'Accès au Génie Civil d'Orange pour les réseaux FTTx (décision ARCEP n° 2011-0668).

- Dès réception des réponses des Opérateurs de services à la consultation ou à l'issue du délai de réponse à cette consultation, le déploiement sur le terrain commence :
- installation des armoires des PM avec réalisation de leur adduction,
  - tirage de câbles de raccordement distant avec les armoires des PM,
  - mise à disposition des PM et respect des délais ARCEP,
  - tirage de câbles en aval des armoires des PM.

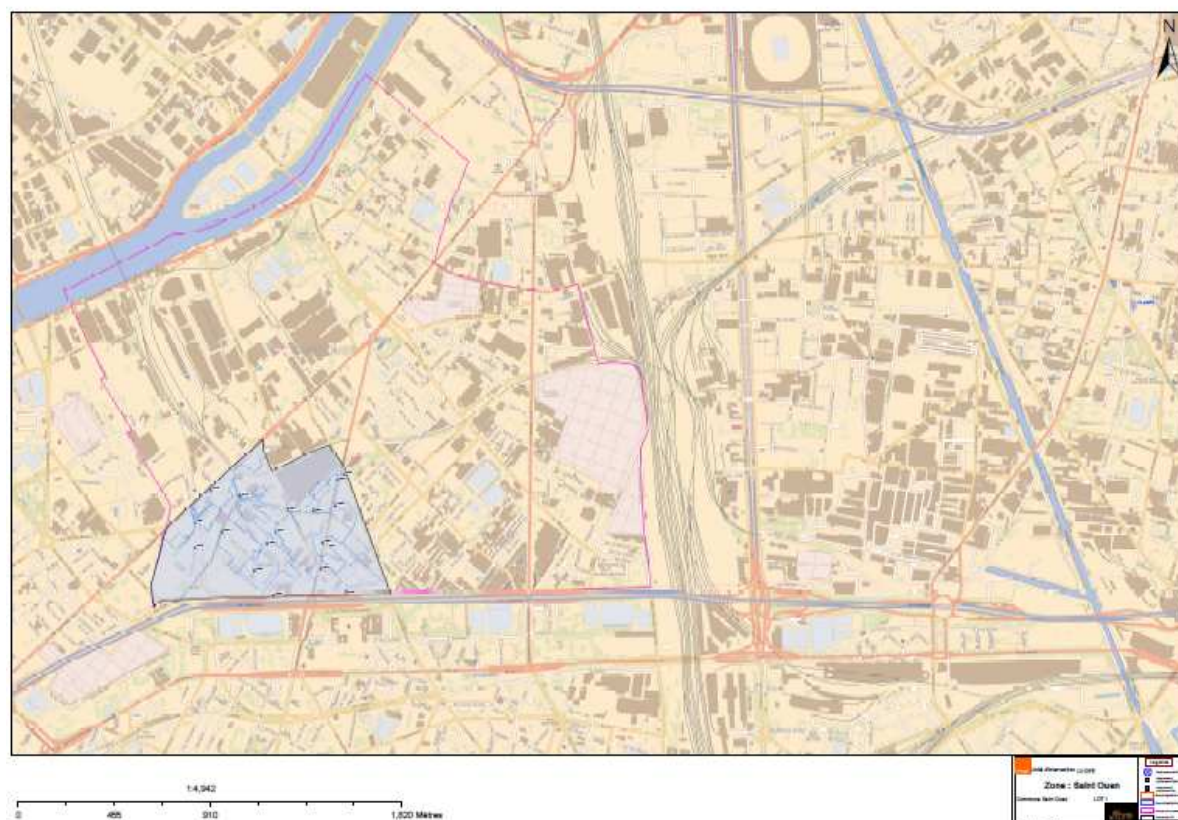
Un modèle de cartographie des zones arrière de PM visant à préciser les engagements de déploiement d'Orange tels que visés ci-dessus est fourni en annexe 7 à la présente Convention.

## Annexe 7 : Informations communiquées, au fil du déploiement, dans le cadre de la programmation concertée des déploiements

L'ORC précise dans l'Annexe 7 les caractéristiques de l'ensemble des informations qui seront communiquées dans le cadre de la programmation concertée des déploiements. A minima, celles-ci comporteront les éléments suivants, mis à jour aux différentes étapes de concertation avec la Collectivité :

- Au moins 9 mois avant le début du déploiement d'un Lot :
  - Délimitation géographique du ou des Lots de déploiement (fichier cartographique) – Zone moins dense AMII
- Au moins 6 mois avant le début du déploiement d'un Lot :
  - Cartographie du lot déploiement au format vectoriel faisant apparaître son périmètre, les lieux d'implantation des PM et leurs zones arrière – Zone moins dense AMII

Exemple



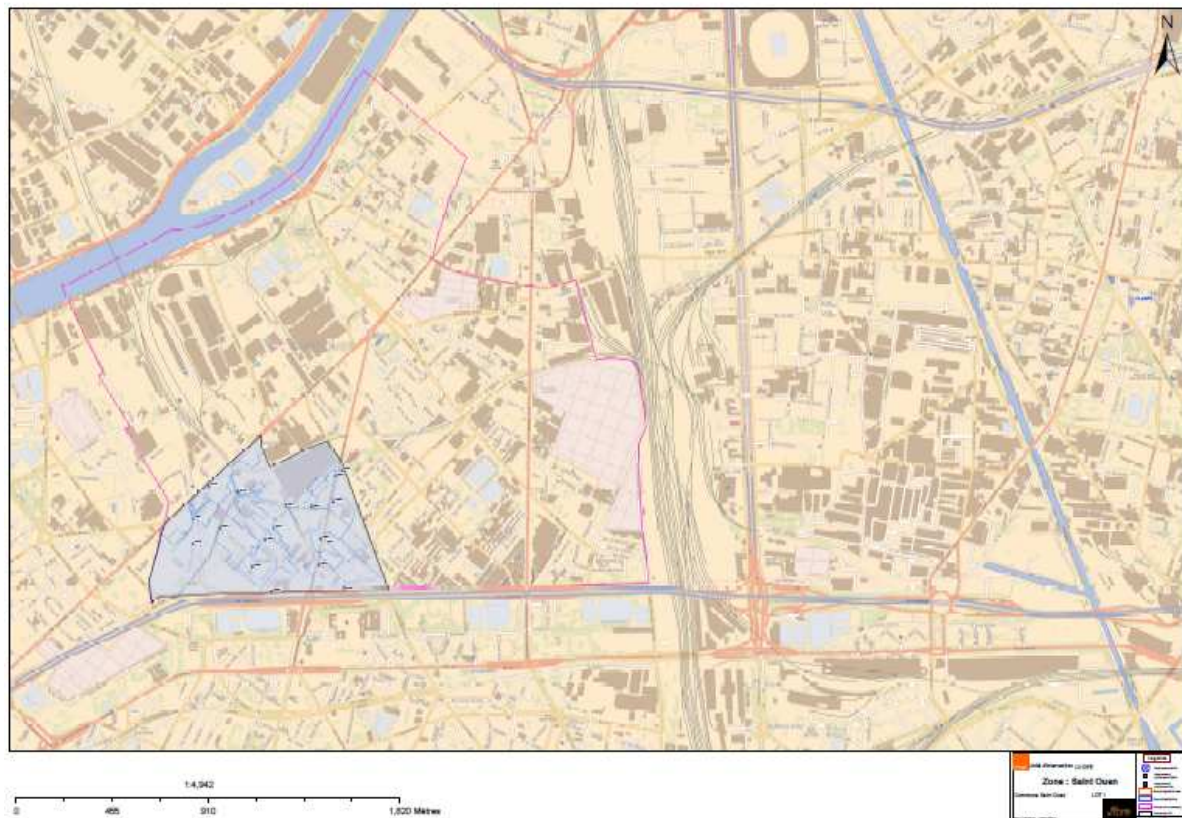


## Annexe 8 : Informations communiquées dans le cadre du suivi des déploiements

L'ORC précise dans l'Annexe 8 les caractéristiques de l'ensemble des informations qui seront communiquées dans le cadre du suivi des déploiements. A minima, celles-ci comporteront les éléments suivants :

- Cartographie des déploiements réalisés au format vectoriel (mise à jour du fichier cartographique communiqué dans le cadre de la programmation concertée des déploiements) – Zone moins dense AMII

Exemple



# Modèle de « Convention de programmation et de suivi des déploiements »

- Fichier de suivi des déploiements à la maille de la commune comportant le nombre de locaux « Raccordables », « Raccordables dès autorisation », et « Raccordables sur demande ».

## Communes Zone moins dense AMII

Code INSEE	EPCI	Commune	Nombre total de PM à terme	Année de lancement	Nombre de PM en cours d'établissement	PM mis à disposition	Nombre total de locaux programmés	Nombre de Locaux Raccordables sur demande	Nombre de locaux raccordables dès autorisation	Nombre de locaux Raccordables
06006	Métropole Nice - Côte d'Azur	Aspremont		à partir de 2015						
06011	Métropole Nice - Côte d'Azur	Beaulieu-sur-Mer		à partir de 2015						
06021	Métropole Nice - Côte d'Azur	Bonson		à partir de 2015						
06027	Métropole Nice - Côte d'Azur	Cagnes-sur-Mer		à partir de 2015						
06032	Métropole Nice - Côte d'Azur	Cap-d'Ail		à partir de 2015						
06033	Métropole Nice - Côte d'Azur	Carros		à partir de 2015						
06034	Métropole Nice - Côte d'Azur	Castagniers		à partir de 2015						
06046	Métropole Nice - Côte d'Azur	Colomars		à partir de 2015						
06055	Métropole Nice - Côte d'Azur	Duranus		à partir de 2015						
06059	Métropole Nice - Côte d'Azur	Èze		à partir de 2015						
06060	Métropole Nice - Côte d'Azur	Falicon		à partir de 2015						
06064	Métropole Nice - Côte d'Azur	Gattières		à partir de 2015						
06066	Métropole Nice - Côte d'Azur	Gilette		à partir de 2015						
06065	Métropole Nice - Côte d'Azur	La Gaude		à partir de 2015						
06109	Métropole Nice - Côte d'Azur	La Roquette-sur-Var		à partir de 2015						
06149	Métropole Nice - Côte d'Azur	La Trinité		à partir de 2015						
06025	Métropole Nice - Côte d'Azur	Le Broc		à partir de 2015						
06075	Métropole Nice - Côte d'Azur	Levens		à partir de 2015						
06114	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-André-de-la-Roche		à partir de 2015						
06117	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Blaise		à partir de 2015						
06121	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Jean-Cap-Ferrat		à partir de 2015						
06122	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Jeannet		à partir de 2015						
06123	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Laurent-du-Var		2013						
06126	Métropole Nice - Côte d'Azur	Saint-Martin-du-Var		à partir de 2015						
06147	Métropole Nice - Côte d'Azur	Tourrette-Levens		à partir de 2015						
06159	Métropole Nice - Côte d'Azur	Villefranche-sur-Mer		à partir de 2015						



Code INSEE	EPCI	Commune	Nombre total de PM à terme	Année de lancement	Nombre de PM en cours d'établissement	PM mis à disposition	Nombre total de locaux programmés	Nombre de Locaux Raccordables sur demande	Nombre de locaux raccordables dès autorisation	Nombre de locaux Raccordables
06012	CA de la Riviera Française	Beausoleil		à partir de 2015						
06035	CA de la Riviera Française	Castellar		à partir de 2015						
06036	CA de la Riviera Française	Castillon		à partir de 2015						
06067	CA de la Riviera Française	Gorbio		à partir de 2015						
06150	CA de la Riviera Française	La Turbie		à partir de 2015						
06083	CA de la Riviera Française	Menton		2013						
06086	CA de la Riviera Française	Moulinet		à partir de 2015						
06104	CA de la Riviera Française	Roquebrune-Cap-Martin		à partir de 2015						
06113	CA de la Riviera Française	Sainte-Agnès		à partir de 2015						
06136	CA de la Riviera Française	Sospel		à partir de 2015						
06018	CA de Sophia Antipolis	Biot		à partir de 2015						
06037	CA de Sophia Antipolis	Caussols		à partir de 2015						
06038	CA de Sophia Antipolis	Châteauneuf-Grasse		à partir de 2015						
06068	CA de Sophia Antipolis	Gourdon		à partir de 2015						
06010	CA de Sophia Antipolis	Le Bar-sur-Loup		à partir de 2015						
06112	CA de Sophia Antipolis	Le Rouret		à partir de 2015						
06089	CA de Sophia Antipolis	Opio		à partir de 2015						
06105	CA de Sophia Antipolis	Roquefort-les-Pins		à partir de 2015						
06152	CA de Sophia Antipolis	Valbonne		à partir de 2015						
06155	CA de Sophia Antipolis	Vallauris		2014						
06161	CA de Sophia Antipolis	Villeneuve-Loubet		2014						
06079	CA des Pays de Lérins	Mandelieu-la-Napoule		2012						
06085	CA des Pays de Lérins	Mougins		à partir de 2015						
06138	CA des Pays de Lérins	Théoule-sur-Mer		à partir de 2015						
06069	CA du Pays de Grasse	Grasse		à partir de 2016						

#### Communes Zone très dense

Code INSEE	EPCI	Commune	Année de lancement	Nombre de PM En cours d'établissement	PM mis à disposition	Nombre total de locaux programmés	Nombre de locaux Raccordables
06004	CA de Sophia Antipolis	Antibes	2011				
06029	CA des Pays de Lérins	Cannes	2010				
06030	CA des Pays de Lérins	Le Cannet	2012				
06088	Métropole Nice - Côte d'Azur	Nice	2010				

## Modèle de « Convention de programmation et de suivi des déploiements »

- Fichier IPE précisant notamment le statut de chacun des locaux rattaché au PM (Raccordable sur demande / Raccordable dès autorisation / Raccordable) – Zone moins dense AMII

Donnée	Format	Présence	P0 = convention signée ou consultation ZMD lancée	P1 = Etude réalisée (APD)	P2 = Publication 3M	P3 = PM livré	P4 = Post P3	COFI	PM UNITAIRE		P0, P1... : indique la pertinence de l'information en fonction du champ doit être présent et éventuellement vide (v) ; les CSV échangeant les données sont de format identique
IdentifiantImmeuble	Alphanumérique - 15 caractères	Obligatoire si CodeAdresseImmeuble non renseigné	Oui	?	?	?	?	A	A	Utilisation par certains OI tant que pas passé sur Médiaspost	1 ligne par immeuble dans le CSV mais la gestion au niveau du bâtiment pose encore problème.
CodeVoieRivoliImmeuble	Alphanumérique - 4 caractères	O	Oui					A	A		
CodeInseeImmeuble	Alphanumérique - 5 caractères	O	Oui					A	A		
CodePostalImmeuble	Numérique - 5 caractères	O	Oui					A	A		
CommuneImmeuble	Alphanumérique	O	Oui					A	A		
CodeAdresseImmeuble	Alphanumérique - 10 caractères	Obligatoire si IdentifiantImmeuble non renseigné	Oui							adresse mediaspost hexacé	Attention non partagé par tous les opérateurs ; ou CodeInsee+CodeVoie+NuméroVoie+extension
TypeVoieImmeuble	Alphanumérique	F	Oui					A	A		
NomVoieImmeuble	Alphanumérique	O	Oui					A	A		
NúmeroVoieImmeuble	Numérique - 5 caractères maximum	O	Oui					A	A	rempli avec 0 quand pas de n° attribué dans cette rue, le 0 ne constitue pas une valeur par défaut, si le numéro est inconnu de l'OI, le champ doit rester vide et sera motif à exist de la ligne	Ne permet pas de gérer des regroupements de parcelles Type 166-170 => Hexacé concatène 40-42 devient 4042. Plusieurs adresses pour le même bâtiment également. Problème identifié, non solutionné
ComplementNumeroVoieImmeuble	Valeurs possibles : [ A - Z ]	F	Oui					A	A	B="B" soit "RIS" idem pour Ter etc	Idem gestion Hexacé
BatimentImmeuble	Alphanumérique	F	Oui					A	A		Nom du bâtiment
NombreLogementsAdresseIPE	Numérique - 5 caractères	O	Oui					A	A	par adresse. La cible veut que ce nombre soit mis à jour avec le nb de logements du Cr MAD	On parle de logement mais ce peut être des entreprises, des commerces, des administrations => Proposition: Nb locaux PTHH ; SFR ne compte pas forcément les logements et les entreprises => Réponse en attente ; Problème en suspens, la répartition des prises d'une adresse dans les différents Immeubles
EtatImmeuble	CIBLE/SIGNE/EN COURS DE DEPLOIEMENT/DEPLOYE/ABANDONNE	O	Oui					A	A	ABANDONNE, uniquement les adresses abandonnées dans les 3 mois précédant la publication de l'IPE	
DateSignatureConvention	Numérique au format AAAAMMJJ	C	Oui					A	A		obligatoire si TypeAdresse=IMMEUBLE
GestionnaireImmeuble	Alphanumérique	C	Oui					A	A		obligatoire si TypeAdresse=IMMEUBLE
CodePostalGestionnaire	Numérique - 5 caractères	C	Oui					A	A		obligatoire si TypeAdresse=IMMEUBLE
CommuneGestionnaire	Alphanumérique	C	Oui					A	A		obligatoire si TypeAdresse=IMMEUBLE
TypeVoieGestionnaire	Alphanumérique	F	Oui					A	A		obligatoire si TypeAdresse=IMMEUBLE
NomVoieGestionnaire	Alphanumérique	O	Oui					A	A		ne permet pas de gérer 166-170 rue xxx (vrai pour tous les champs numéro)
NúmeroVoieGestionnaire	Numérique - 5 caractères maximum	F	Oui					A	A		Pas de bâtiment gestionnaire comme pour les autres adresses ? (cf ligne 13 ?)
ComplementNumeroVoieGestionnaire	Valeurs possibles : [ A - Z ]	F	Oui					A	A		1.1
SiretGestionnaire	Alphanumérique	F	Oui					A	A		
DateCablageAdresse	Numérique au format AAAAMMJJ	F		Oui	Oui			A	A	cas des MAD partielles. Si état immeuble<">deployé", Date d'avisisonnelle. Sinon, Date effective	
DateDerniereModification	Numérique au format AAAAMMJJ	F	Oui	P	P	P	P	A	A		
ReferencePM	Alphanumérique - 20 caractères max	C		Oui				A	A		Préciser ReferencePM de l'opérateur d'Immeuble ; Necessite table de correspondance avec Reference PM GC
EtatPM	EN COURS DE DEPLOIEMENT/DEPLOYE/ABANDONNE	C	Oui	P	Oui			A	A	ok	
DateInstallationPM	Numérique au format AAAAMMJJ	C		Oui	P			A	A	conditionné à la présence de la ref. PM. Si état PM<">deployé", Date d'avisisonnelle. Sinon, Date effective	
TypeEmplacementPM	Alphanumérique	O	Oui					A	A	localisation physique du PM (facade, poteau, chambre, intérieur...) ou type de PM (shelter, armoire de rue, en sous-sol...)	
CommentaireLocalisationPM	Alphanumérique	F	Oui					A	A	Pour expliciter si besoin la Localisation du PM (s'il n'a pas d'adresse par exemple) - PRECISER SI ADRESSE PRECISE OU APPROXIMATIVE	Devrait être identique à celui du Cr MAD ? A travailler ultérieurement
CapacitéMaxPM	Numérique	F	Oui					A	A	Capacité max de logements adressables par le PM (s'il est extérieur)	
CodeVoieRivoliPM	Alphanumérique - 4 caractères	C	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	
CodeInseePM	Alphanumérique - 5 caractères	C	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	
CodePostalPM	Numérique - 5 caractères	C	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	
CommunePM	Alphanumérique	C	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	
CodeAdressePM	Alphanumérique	F	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	
TypeVoiePM	Alphanumérique	F	Oui					A	A	Mediaspost Hexacé	
NomVoiePM	Alphanumérique	C	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	
NúmeroVoiePM	Numérique - 5 caractères maximum	C	Oui					A	A	rempli avec 0 quand pas de n° attribué (null=0)	
ComplementNumeroVoiePM	Valeurs possibles : [ A - Z ]	F	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	B, T, Q
BatimentPM	Alphanumérique	F	Oui					A	A		Nom du bâtiment
TypeIngénierie	Alphanumérique	C	Oui					A	A	conditionné à la présence de la ref. PM	Mono/Bi, Quadi ? A charge de l'OI de le rapprocher des STPS
FibreDedieeFibre	O/N	F	Oui				Oui	A	A	conditionné à la présence de la ref. PM. Cible veut que l'on ait ce champ en "Conditionné"	O", s'il reste au moins une fibre dédiée à exploiter
NombreLogementsPM	Numérique - 5 caractères	C	Oui		Oui			A	A	conditionné à la présence de la ref. PM. Mis à jour pour le n-1 IPE avec les infos finalisées des Cr MAD	
NombreColonnesMontantesPM	Numérique - 5 caractères	F	Oui					A	A	ne sera rempli que si justifié par l'offre de l'OI, sert à relier avec la grille d'airdate	
DateMiseEnServiceCommercialePM	Numérique au format AAAAMMJJ	C		Oui				A	A	Ecart par rapport à la V2.0 en travaux (date première MAD)	
ReferenceConsultationNative	Alphanumérique	F	Oui					A	A	Référence de l'OI sur la consultation liée au PM	
NomPMETechiques	Numérique	F			OUI					gestion des PMTechniquesagrégés PMR (CastorBallou)	
TypeImmeuble	PAVILLON/IMMEUBLE	O	Oui							Pavillon ou immeuble, ... pour savoir à quel type d'adresse on a affaire. A revoir avec notion de zone moins dense	
TypeProtectionGeographique	WGS84/LAMB2F/RGF93	F	Oui								en attente des retour des différents opérateurs.
CoordonneePMR	Numérique	F	Oui								
CoordonneePM	Numérique	F	Oui								
CoordonneeImmeubleX	Numérique	F	Oui								
CoordonneeImmeubleY	Numérique	F	Oui								
RefRegroupementPM	Alphanumérique	F	Oui					A	A	Référence de la zone de cofinancement concerné par ce PM (commande globale de PM par zone)	
EmplacementActif/disponible	O/N	O	Oui					A	A		
QualiteAdressePM	PRECISE/APPROXIMATIVE	O	Oui					A	A		dispo d'actif, si NA = N
Comment identifie-t-on les immeubles sans ambiguïtés											
Oui ==> obligatoire à minima à cette étape là											
Vide = Interdit possible - mise à jour possible											

---

## Annexe 9 : Désignation des interlocuteurs de l'ORC et de la Collectivité

### Interlocuteurs de la Collectivité

- Pour le Conseil Départemental des Alpes-Maritimes
  - Hervé MOREAU, DGA pour le développement
  - Laurent FERAUD, Responsable ANT
- Pour la Métropole Nice Côte d'Azur
  - Christophe JUNAC, Directeur de l'innovation numérique
  - Jérémie FULCONIS, Chef de projet
- Pour La Communauté d'agglomération de la Riviera Française
  - Yann GUERRIER, Directeur Général des Services
  - Gérard MAGGIOL, responsable ANT
- Pour la Communauté d'agglomération des Pays de Lérins
  - Michel TANI, Directeur Général des Services
  - Yann Vari Lecuyer, Directeur Général Adjoint, Développement Numérique
- Pour La Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis
  - Stéphane Pintre, Directeur Général des Services
  - Antoine CHATELLIER, responsable ANT
- Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse
  - Cécilia CHEVALIER, Directrice Générale Adjointe Moyens Généraux
  - Virginie PAILLARD, Directrice du Développement numérique
- Pour le SICTIAM
  - Francis KUHN, Directeur Général des Services
  - Stéphane VANGHELUWE, Responsable ANT

### Interlocuteurs de l'ORC

- Laurent LONDEIX : Délégué régional Provence Cote d'Azur
- Franck LAVAGNA : Directeur des relations avec les collectivités locales 06
- Barath TRIPARD : Directeur Fibre Sud Est
- Chargé d'affaires (UI) et Correspondant Réseau Collectivités Locales (UPR)

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 11/04/2016  
Numéro : CC.2016.053  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Projet Très Haut Débit - Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements (CPSD) avec l'opérateur Orange - Version 2  
Matière : 9.1 - Autres domaines de competences des communes

**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 109488120  
Référence envoi : IDF2016-04-28T15-19-29.00  
Envoyé le : 28/04/2016  
à (TU) : 13h19:40

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 28/04/2016  
Identifiant : 006-240600585-20160411-AOI\_5949-DE

**Acte reçu**

Date : 11/04/2016  
Numéro interne : AOI\_5949  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 9  
Code matière 2 : 1  
Objet : Projet Très Haut Débit - Convention de Programmation et de Suivi des Déploiements (CPSD) avec l'opérateur Orange - Version 2  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20160411-AOI\_5949-DE-1-1\_1.pdf

**Annexes**

Nombre : 1  
006-240600585-20160411-AOI\_5949-DE-1-1\_2.pdf